

17  
octobre  
1984

## Loi sur les droits politiques (LDP)

Etat au  
3 mai 2023

*Le Grand Conseil de la République et Canton de Neuchâtel,*

sur la proposition du Conseil d'Etat, du 3 novembre 1982, et de la commission législative,

*décète:*

### TITRE PREMIER

#### Dispositions générales

Champ  
d'application

**Article premier<sup>1)</sup>** <sup>1</sup>La présente loi s'applique aux élections et votations populaires, ainsi qu'aux initiatives populaires, aux motions populaires et aux demandes de référendum dans le canton et dans les communes.

<sup>2</sup>Elle s'applique à l'organisation des votations fédérales, des élections au Conseil national et au Conseil des Etats ainsi qu'aux initiatives populaires et aux demandes de référendum en matière fédérale, le droit fédéral étant réservé.

<sup>3</sup>Le Conseil d'Etat arrête les dispositions d'exécution de la présente loi et de la loi fédérale sur les droits politiques.

### CHAPITRE PREMIER

#### Qualité d'électeur

En matière  
cantonale

**Art. 2<sup>2)</sup>** Sont électrices et électeurs en matière cantonale, s'ils sont âgés de 18 ans révolus:

- a) les Suissesses et les Suisses domiciliés dans le canton;
- b) les Suissesses et les Suisses de l'étranger qui sont inscrits dans le registre électoral d'une commune du canton en vertu de la législation fédérale;
- c) les étrangères et les étrangers ainsi que les apatrides qui sont au bénéfice d'une autorisation d'établissement en vertu de la législation fédérale et qui sont domiciliés dans le canton depuis au moins cinq ans.

En matière  
communale

**Art. 3<sup>3)</sup>** Sont électrices et électeurs en matière communale, s'ils sont âgés de 18 ans révolus:

- a) les Suissesses et les Suisses domiciliés dans la commune;
- b) les Suissesses et les Suisses de l'étranger qui sont inscrits dans le registre électoral de la commune en vertu de la législation fédérale;

---

#### RLN XI 90

<sup>1)</sup> Teneur selon L du 19 juin 2001 (FO 2001 N° 47) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2002, L du 4 septembre 2002 (FO 2002 N° 68) avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2003 et L du 3 novembre 2009 (FO 2009 N° 45) avec effet au 1<sup>er</sup> mai 2011

<sup>2)</sup> Teneur selon L du 19 juin 2001 (FO 2001 N° 47) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2002

<sup>3)</sup> Teneur selon L du 19 juin 2001 (FO 2001 N° 47) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2002, et L du 25 mars 2003 (FO 2003 N° 27)

- c) les étrangères et les étrangers ainsi que les apatrides domiciliés dans la commune qui sont au bénéfice d'une autorisation d'établissement en vertu de la législation fédérale et qui ont leur domicile dans le canton depuis au moins un an.

Perte de la qualité d'électeur **Art. 4<sup>4)</sup>** <sup>1</sup>Les personnes qui, en raison d'une incapacité durable de discernement, sont protégées par une curatelle de portée générale ou par un mandat pour cause d'inaptitude ne sont pas électrices.

<sup>2</sup>Abrogé.

<sup>3</sup>Abrogé.

Domicile politique **Art. 5<sup>5)</sup>** <sup>1</sup>Les électrices et les électeurs sont inscrits dans la commune où ils ont leur domicile civil et où ils se sont annoncés à l'autorité.

<sup>2</sup>Celle ou celui qui dépose dans une commune d'autres papiers (certificat de nationalité, papiers provisoires, etc.) que son acte d'origine n'acquiert le domicile politique qu'à la condition de prouver qu'elle ou il n'est pas inscrit au registre des électrices et des électeurs du lieu où l'acte d'origine est déposé.

<sup>3</sup>Peuvent se constituer un domicile politique qui ne correspond pas au domicile tel que le définit le droit civil:

- a) les personnes sous curatelle de portée générale;
- b) les époux qui, avec l'accord de leur conjoint, parce que le juge le leur a ordonné ou que la loi les y autorise directement, résident, avec l'intention de s'y établir, ailleurs qu'au domicile du ménage commun;
- c) les partenaires enregistrés au sens de la loi fédérale sur le partenariat, qui, avec l'accord de leur partenaire, parce que le juge le leur a ordonné ou que la loi les y autorise directement, résident, avec l'intention de s'y établir, ailleurs qu'au domicile du ménage commun;
- d) les personnes séjournant à leur lieu de travail durant la semaine, notamment les étudiants.

Registre des électrices et des électeurs **Art. 6<sup>6)</sup>** <sup>1</sup>Chaque commune tient un registre des électrices et des électeurs.

<sup>2</sup>Les électrices et les électeurs y sont inscrits d'office lorsqu'ils remplissent les conditions légales ou lorsqu'il est établi qu'ils les rempliront le jour du prochain scrutin.

<sup>3</sup>Nul ne peut être inscrit dans plus d'une commune.

<sup>4</sup>Le registre peut être consulté par les électrices et électeurs.

Registre électoral communal:  
1. Création **Art. 6a<sup>7)</sup>** Avant chaque élection ou votation, la chancellerie d'Etat demande par écrit à chaque commune d'établir un registre électoral spécifique au scrutin par extraction du registre des électrices et des électeurs.

## 2. Contenu

<sup>4)</sup> Teneur selon L du 19 juin 2001 (FO 2001 N° 47) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2002 et L du 6 novembre 2012 (RSN 213.32; FO 2012 N° 46) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2013

<sup>5)</sup> Teneur selon L du 4 septembre 2002 (FO 2002 N° 68) avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2003, L du 31 octobre 2006 (FO 2006 N° 85) et L du 6 novembre 2012 (RSN 213.32; FO 2012 N° 46) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2013

<sup>6)</sup> Teneur selon L du 4 septembre 2002 (FO 2002 N° 68) avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2003

<sup>7)</sup> Introduit par L du 4 septembre 2002 (FO 2002 N° 68) avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2003

**Art. 6b<sup>8)</sup>** Ce registre électoral doit contenir:

A. Pour les élections au Conseil national et les votations fédérales:

1. les Suissesses et les Suisses inscrits sur le registre des électrices et des électeurs;
2. les Suissesses et les Suisses de l'étranger inscrits sur le registre des électrices et des électeurs.

B. Pour les élections au Conseil des Etats, les élections au Grand Conseil et au Conseil d'Etat et les votations cantonales:

1. les personnes nommées sous lettre A, chiffres 1 et 2, ci-devant;
2. les étrangères et les étrangers ainsi que les apatrides inscrits sur le registre des électrices et des électeurs et domiciliés dans le canton depuis au moins cinq ans.

C. Pour les élections au Conseil général et au Conseil communal et les votations communales:

1. les personnes nommées sous lettre A, chiffres 1 et 2, ci-devant;
2. les étrangères et les étrangers ainsi que les apatrides inscrits sur le registre des électrices et des électeurs et domiciliés dans le canton depuis au moins un an.

3. Établissement **Art. 6c<sup>9)</sup>** <sup>1</sup>Le registre électoral doit être établi trente jours ouvrables avant la date du scrutin pour les élections et les votations fédérales, cantonales et communales.

<sup>2</sup>L'électrice ou l'électeur inscrit sur le registre électoral peut voter immédiatement sur le plan fédéral.

<sup>3</sup>L'électrice ou l'électeur qui arrive de l'étranger ou d'un autre canton ne peut voter sur les plans cantonal et communal que si elle ou il est réellement domicilié dans le canton depuis trente jours ouvrables au moins avant le scrutin.

<sup>4</sup>L'électrice ou l'électeur qui arrive d'une autre commune du canton peut continuer de voter sur les plans fédéral et cantonal dans son ancienne commune de domicile politique jusqu'à ce qu'elle ou il puisse voter dans sa nouvelle commune.

<sup>5</sup>Si elle ou il veut pouvoir voter sur le plan communal dans sa nouvelle commune politique, l'électrice ou l'électeur qui arrive d'une autre commune du canton doit y être domicilié depuis au moins trente jours ouvrables avant le scrutin.

<sup>6</sup>Pour les scrutins fédéraux, les mutations au registre central des électrices et des électeurs faites par l'administration communale sont prises en compte jusqu'au mardi qui précède le scrutin à 17 heures.

Délai d'envoi **Art. 6d<sup>10)</sup>** <sup>1</sup>Le registre électoral doit être envoyé via le Nœud cantonal par la commune à la chancellerie d'Etat trente jours ouvrables avant la date fixée pour le scrutin.

<sup>2</sup>Pour les communes non reliées au Nœud cantonal, le registre électoral est envoyé sur un support papier ou informatique à la chancellerie d'Etat qui procède à son intégration dans le registre central des électrices et des électeurs.

Création du registre central des électrices et des électeurs **Art. 6e<sup>11)</sup>** Les registres électoraux des communes sont fusionnés par la chancellerie d'Etat pour former le registre central des électrices et des électeurs.

Carte de vote

<sup>8)</sup> Introduit par L du 4 septembre 2002 (FO 2002 N° 68) avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2003 et modifié par L du 25 mars 2003 (FO 2003 N° 27)

<sup>9)</sup> Introduit par L du 4 septembre 2002 (FO 2002 N° 68) avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2003

<sup>10)</sup> Introduit par L du 4 septembre 2002 (FO 2002 N° 68) avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2003

<sup>11)</sup> Introduit par L du 4 septembre 2002 (FO 2002 N° 68) avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2003

**Art. 6f**<sup>12)</sup> <sup>1</sup>L'électrice ou l'électeur reçoit lors de chaque scrutin une carte de vote lui permettant d'exercer son droit de vote.

<sup>2</sup>La chancellerie d'Etat procède pour chaque scrutin à l'impression des cartes de vote.

<sup>3</sup>En cas de perte de la carte de vote et sur demande de l'électrice ou de l'électeur, la commune de domicile délivre un duplicata.

<sup>4</sup>Le Conseil d'Etat fixe les conditions de délivrance du duplicata.

Votation  
communale

**Art. 6g**<sup>13)</sup> La commune qui veut organiser une votation communale en même temps qu'une votation fédérale et/ou cantonale doit l'annoncer par écrit à la chancellerie d'Etat au moins deux mois avant la date du scrutin.

## CHAPITRE 2

### Organisation des scrutins

Autorité  
compétente

**Art. 7** <sup>1</sup>Le Conseil d'Etat organise les scrutins du canton et des syndicats intercommunaux; le Conseil communal organise les scrutins de la commune.

<sup>2</sup>Le Conseil d'Etat peut, à la demande d'un Conseil communal, organiser de façon occasionnelle ou permanente les scrutins d'une commune.

Impression  
bulletins

**Art. 8**<sup>14)</sup> <sup>1</sup>La chancellerie d'Etat fait imprimer les bulletins électoraux et les bulletins de vote pour les élections et les votations fédérales et cantonales, ainsi que pour les votations des syndicats intercommunaux.

<sup>2</sup>Le Conseil communal fait imprimer les bulletins de vote et les bulletins électoraux pour les votations et les élections de la commune.

<sup>3</sup>Les bulletins électoraux sont imprimés avec la dénomination dont les partis politiques et groupements d'électeurs ont obtenu l'usage exclusif et durable.

<sup>4</sup>Ils comportent à la suite de la liste des candidats un espace libre équivalant au cinquième de leur surface.

Matériel de vote

**Art. 9**<sup>15)</sup> Le matériel de vote se compose d'une enveloppe de transmission contenant les bulletins électoraux ou de vote, les enveloppes de vote, la documentation relative au scrutin ainsi qu'une carte de vote indiquant les noms et prénoms de l'électrice ou de l'électeur, son adresse, la date du scrutin et les emplacements nécessaires pour l'apposition de sa signature et l'indication de sa date de naissance.

Envoi du matériel  
de vote

**Art. 9a**<sup>16)</sup> <sup>1</sup>La chancellerie d'Etat, pour le compte des communes et de manière individualisée, fait parvenir simultanément aux électrices et électeurs de chacune d'entre elles, le matériel de vote nécessaire pour exercer leur droit de vote au bureau de vote ou par correspondance.

<sup>1bis</sup>Le matériel de vote des électrices et électeurs protégés par une mesure de protection de l'adulte est adressé directement à leur domicile.

<sup>2</sup>Le matériel de vote doit parvenir aux électrices et électeurs des communes:

<sup>12)</sup> Introduit par L du 4 septembre 2002 (FO 2002 N° 68) avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2003

<sup>13)</sup> Introduit par L du 4 septembre 2002 (FO 2002 N° 68) avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2003

<sup>14)</sup> Teneur selon L du 19 juin 2000 (FO 2000 N° 49) et L du 4 septembre 2002 (FO 2002 N° 68) avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2003

<sup>15)</sup> Teneur selon L du 4 septembre 2002 (FO 2002 N° 68) avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2003

<sup>16)</sup> Teneur selon L du 4 septembre 2007 (FO 2007 N° 68), L du 23 juin 2015 (FO 2015 N° 27) avec effet au 1<sup>er</sup> novembre 2015 et L du 27 septembre 2022 (FO 2022 N° 42) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2023

a) pour les élections et les votations fédérales, cantonales et communales au plus tôt quatre semaines mais au plus tard trois semaines avant le jour fixé pour l'élection ou pour la votation;

b) pour l'organisation d'un second tour de scrutin: dix jours au plus tard avant le scrutin.

<sup>3</sup>Abrogé.

<sup>4</sup>Ni l'Etat ni les communes ne peuvent être tenus responsables pour les envois arrivés tardivement.

<sup>5</sup>Les bulletins électoraux ou de vote fournis par la chancellerie d'Etat sont également mis à disposition des électrices et des électeurs par les communes dans les administrations communales et les locaux de vote.

Frais du scrutin **Art. 10**<sup>17)</sup> <sup>1</sup>Les communes supportent les frais relatifs au fonctionnement des bureaux électoraux et de dépouillement.

<sup>2</sup>Les frais postaux liés à l'envoi du matériel de vote aux électrices et électeurs sont pris en charge en totalité par l'Etat. L'Etat peut demander une contribution financière équitable aux communes pour les scrutins communaux et aux syndicats intercommunaux pour les scrutins des syndicats.

<sup>3</sup>Les frais postaux liés au renvoi des votes par correspondance sont à la charge de l'électrice ou de l'électeur qui recourt aux services postaux.

<sup>4</sup>Abrogé.

<sup>5</sup>Tous les autres frais du scrutin sont à la charge:

a) du canton, pour les scrutins fédéraux et cantonaux;

b) de la commune, pour les scrutins communaux;

c) du syndicat intercommunal, pour les scrutins du syndicat.

Convocation des électeurs **Art. 11**<sup>18)</sup> <sup>1</sup>Huit semaines au moins avant chaque scrutin, l'autorité compétente convoque les électrices et électeurs par arrêté publié dans la Feuille officielle et sur le site Internet de l'Etat.

<sup>2</sup>Lors de scrutins communaux, les communes peuvent également, à leurs frais, procéder à une convocation par voie d'affiches.

<sup>3</sup>Toutefois, le Conseil d'Etat convoque les électrices et les électeurs pour l'élection générale des Conseils généraux et celle des Conseils communaux par le peuple.

Bureaux électoral et de dépouillement **Art. 12**<sup>19)</sup> <sup>1</sup>Chaque commune constitue un bureau électoral et un bureau de dépouillement composés d'au moins trois électeurs de la commune.

<sup>2</sup>La participation à ces bureaux est un devoir. Un électeur ne peut s'y soustraire sans de justes motifs.

<sup>2bis</sup>Les candidats et les candidates à une élection ne peuvent participer au dépouillement du scrutin y relatif.

<sup>3</sup>Les bureaux assurent le secret et la régularité du vote; ils exercent la police des opérations qui leur sont confiées. Toute propagande ou récolte de signatures est interdite dans les locaux de vote et à leurs abords immédiats.

<sup>4</sup>Chaque bureau prend ses décisions immédiatement à la majorité des membres présents. En cas d'égalité, la voix du président est prépondérante.

<sup>17)</sup> Teneur selon L du 4 septembre 2002 (FO 2002 N° 68) avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2003 et L du 30 mai 2006 (FO 2006 N° 42)

<sup>18)</sup> Teneur selon L du 4 septembre 2002 (FO 2002 N° 68) avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2003 et L du 30 mai 2006 (FO 2006 N° 42)

<sup>19)</sup> Teneur selon L du 4 novembre 2003 (FO 2003 N° 87) et L du 26 juin 2019 (FO 2019 N° 28) avec effet dès le 1<sup>er</sup> janvier 2020

<sup>5</sup>Le public est admis dans les locaux de dépouillement dans la mesure où le déroulement des opérations le permet.

Vote par correspondance: travaux de dépouillement de **Art. 12a<sup>20)</sup>** Les travaux de dépouillement peuvent commencer le dimanche matin à condition que toutes les mesures soient prises pour garantir la confidentialité du scrutin et exclure toute manœuvre pouvant l'influencer.

Désignation des bureaux de **Art. 13** <sup>1</sup>Le Conseil communal désigne les membres du bureau électoral et ceux du bureau de dépouillement, leur président et leur vice-président. Les bureaux désignent eux-mêmes leur secrétaire.

<sup>2</sup>Avec l'autorisation du Conseil d'Etat, les mêmes personnes peuvent appartenir aux deux bureaux.

<sup>3</sup>La composition des bureaux est communiquée à la chancellerie d'Etat qui la publie dans la Feuille officielle.

Convocation des bureaux de **Art. 14<sup>21)</sup>** <sup>1</sup>La chancellerie d'Etat convoque les membres des bureaux deux semaines avant le jour du scrutin en matière fédérale, cantonale ainsi que pour l'élection générale des Conseils généraux et celle des Conseils communaux par le peuple.

<sup>2</sup>En matière de scrutins communaux, cette compétence appartient au Conseil communal.

Indemnisation des membres des bureaux de **Art. 15** La commune peut verser aux membres des bureaux une indemnité dont elle arrête le montant.

Locaux de vote et de dépouillement de **Art. 16** <sup>1</sup>La commune met à la disposition des électeurs les locaux de vote et de dépouillement.

<sup>2</sup>Il peut y avoir plusieurs locaux de vote dans une commune.

## CHAPITRE 3

### Exercice du droit de vote

Lieu du scrutin **Art. 17** <sup>1</sup>Les scrutins ont lieu dans les communes.

<sup>2</sup>Le droit de vote s'exerce dans la commune où l'électeur est inscrit (domicile politique).

Jour du scrutin **Art. 18<sup>22)</sup>** Le jour officiel du scrutin est le dimanche.

Heures d'ouverture du scrutin **Art. 19<sup>23)</sup>** <sup>1</sup>Le Conseil d'Etat fixe les heures d'ouverture du scrutin.

<sup>2</sup>Celui-ci est clos le dimanche à douze heures.

Formalités du vote **Art. 20<sup>24)</sup>** <sup>1</sup>L'électrice ou l'électeur peut voter au bureau de vote ou par correspondance.

<sup>2</sup>Le droit de vote est exercé au moyen de bulletins électoraux ou de vote introduits dans les enveloppes de vote reçues par l'électrice ou l'électeur.

<sup>3</sup>Le vote par procuration est interdit.

<sup>20)</sup> Introduit par L du 4 septembre 2002 (FO 2002 N° 68) avec effet au 1er mars 2003

<sup>21)</sup> Teneur selon L du 30 mai 2006 (FO 2006 N° 42)

<sup>22)</sup> Teneur selon L du 19 juin 2000 (FO 2000 N° 49)

<sup>23)</sup> Teneur selon L du 19 juin 2000 (FO 2000 N° 49)

<sup>24)</sup> Teneur selon L du 19 juin 2000 (FO 2000 N° 49) et L du 4 septembre 2002 (FO 2002 N° 68) avec effet au 1er mars 2003

Vote au bureau de vote **Art. 21**<sup>25)</sup> 1 Pour voter, l'électrice ou l'électeur doit présenter la carte de vote relative au scrutin ou, à défaut, son duplicata, au bureau électoral, après l'avoir signée et y avoir inscrit sa date de naissance.

<sup>2</sup>L'électrice ou l'électeur présente son matériel de vote et le bureau de vote valide son vote par l'apposition du timbre du bureau électoral sur l'enveloppe de vote.

<sup>3</sup>Si l'électrice ou l'électeur n'est pas en possession des bulletins électoraux ou de vote, des enveloppes de vote et de la documentation relative au scrutin, il ou elle les reçoit du bureau de vote.

<sup>4</sup>L'électrice ou l'électeur dépose personnellement son matériel de vote dans l'urne du local de vote.

Surveillance du vote **Art. 22**<sup>26)</sup> Un membre du bureau contrôle le dépôt par l'électrice ou l'électeur de l'enveloppe de vote dans l'urne.

Vote par correspondance **Art. 23**<sup>27)</sup> 1 L'électrice ou l'électeur signe la carte de vote du scrutin et y inscrit sa date de naissance.

<sup>2</sup>L'électrice ou l'électeur introduit les bulletins électoraux ou de vote dans les enveloppes de vote correspondantes et les met, avec la carte de vote, dans l'enveloppe de transmission.

<sup>3</sup>L'enveloppe de transmission est adressée au bureau communal, qui met à la disposition des électrices et des électeurs une boîte aux lettres de taille appropriée pour le dépôt des enveloppes de transmission, accessible à toute heure.

<sup>4</sup>En cas d'envoi par la poste, l'électrice ou l'électeur affranchit l'enveloppe de transmission selon les tarifs postaux en vigueur. Le bureau communal refuse les enveloppes de transmission renvoyées par la poste et qui ne sont pas ou pas suffisamment affranchies.

<sup>5</sup>L'enveloppe de transmission doit parvenir au bureau communal avant l'ouverture du bureau de vote et son enregistrement doit intervenir avant la clôture du scrutin.

<sup>6</sup>Le bureau communal ouvre l'enveloppe de transmission. Il atteste alors la qualité d'électrice ou d'électeur du votant et dépose les enveloppes de vote, après les avoir timbrées, dans une urne scellée spécialement destinée au vote par correspondance.

Vote des électeurs âgés, malades ou handicapés **Art. 24**<sup>28)</sup> 1 S'ils en font la demande au bureau électoral, les électrices et électeurs âgés, malades ou handicapés, peuvent exercer leur droit de vote à leur lieu de résidence, pour autant que celui-ci se trouve dans leur commune politique, jusqu'au dimanche matin à 11 heures.

<sup>2</sup>Les enveloppes de vote recueillies à domicile doivent être timbrées et introduites dans l'urne du local de vote avant la clôture du scrutin.

Secret du vote **Art. 25**<sup>29)</sup> Le secret du vote doit être assuré.

<sup>25)</sup> Teneur selon L du 4 septembre 2002 (FO 2002 N° 68) avec effet au 1er mars 2003 et L du 4 novembre 2003 (FO 2003 N° 87)

<sup>26)</sup> Teneur selon L du 4 septembre 2002 (FO 2002 N° 68) avec effet au 1er mars 2003

<sup>27)</sup> Teneur selon L du 4 novembre 2003 (FO 2003 N° 87), L du 30 mai 2006 (FO 2006 N° 42) et L du 4 septembre 2007 (FO 2007 N° 68)

<sup>28)</sup> Teneur selon L du 4 septembre 2002 (FO 2002 N° 68) avec effet au 1er mars 2003

<sup>29)</sup> Teneur selon L du 4 septembre 2002 (FO 2002 N° 68) avec effet au 1er mars 2003

## CHAPITRE 4

## Résultats

Bulletins blancs et bulletins nuls **Art. 26<sup>30)</sup>** <sup>1</sup>Sont blancs les bulletins qui ne portent le nom d'aucun candidat ou aucune réponse.

<sup>2</sup>Sont nuls:

- a) les bulletins qui n'ont pas été imprimés spécialement pour le scrutin par la chancellerie d'Etat ou le Conseil communal, sous réserve des bulletins électoraux manuscrits;
- b) ceux qui sont remplis ou modifiés autrement qu'à la main;
- c) ceux qui n'expriment pas clairement la volonté de l'électeur;
- d) ceux qui portent des signes permettant d'en reconnaître l'auteur;
- e) ceux qui contiennent des mentions injurieuses ou étrangères au scrutin;
- f) ceux qui, sur le même objet, figurent à plusieurs exemplaires dans une enveloppe, à moins qu'ils ne soient identiques. Dans cette dernière éventualité, un seul bulletin est considéré comme valable.

Non-prise en compte d'un vote 1. En général **Art. 26a<sup>31)</sup>** Ne sont pas pris en compte les bulletins électoraux ou de vote non contenus dans une enveloppe et tous autres documents étrangers au vote trouvés dans les urnes.

2. Dans le vote par correspondance **Art. 26b<sup>32)</sup>** Ne sont pas prises en compte:

- a) les enveloppes de vote qui ne sont pas accompagnées d'une carte de vote;
- b) les enveloppes de vote accompagnées d'une carte de vote ne contenant pas la signature et/ou la date de naissance;
- c) les enveloppes de vote contenues dans une enveloppe de transmission contenant un nombre de cartes de vote dûment complétées (signature et date de naissance) inférieur au nombre d'enveloppes de vote correspondantes;
- d) les enveloppes de transmission qui parviennent au bureau communal après l'ouverture du bureau de vote.

3. Dans le vote au bureau de vote **Art. 26c<sup>33)</sup>** Ne sont pas prises en compte les enveloppes de vote non timbrées découvertes dans l'urne du bureau de vote.

Procès-verbal du scrutin **Art. 27<sup>34)</sup>** <sup>1</sup>Après la clôture du scrutin d'une votation, les bureaux de dépouillement établissent et la chancellerie d'Etat récapitule pour chaque circonscription électorale:

- a) le nombre des électrices et électeurs, y compris celui des Suissesses et des Suisses de l'étranger;
- b) le nombre total des bulletins déposés dans les urnes;
- c) le nombre des bulletins blancs, celui des bulletins nuls et celui des bulletins valables;

<sup>30)</sup> Teneur selon L du 4 septembre 2002 (FO 2002 N° 68) avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2003 et L du 30 avril 2014 (FO 2014 N° 20) avec effet au 1<sup>er</sup> septembre 2014, approuvée par la Chancellerie de la Confédération, le 26 juin 2014 et L du 28 mars 2023 (FO 2023 N° 14) avec effet au 3 mai 2023.

<sup>31)</sup> Introduit par L du 4 septembre 2002 (FO 2002 N° 68) avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2003 et modifié par L du 4 septembre 2007 (FO 2007 N° 68)

<sup>32)</sup> Introduit par L du 4 septembre 2007 (FO 2007 N° 68)

<sup>33)</sup> Introduit par L du 4 septembre 2007 (FO 2007 N° 68) et modifié par L du 23 juin 2015 (FO 2015 N° 27) avec effet au 1<sup>er</sup> novembre 2015

<sup>34)</sup> Teneur selon L du 4 septembre 2002 (FO 2002 N° 68) avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2003 et L du 23 juin 2015 (FO 2015 N° 27) avec effet au 1<sup>er</sup> novembre 2015

- d) le nombre des acceptants et celui des rejetants;  
 e) les causes principales d'annulation des bulletins.  
 f) l'ensemble des données statistiques requises par la chancellerie d'Etat.

<sup>2</sup>Le résultat d'une élection est établi selon les règles de l'article 59, si le scrutin a lieu selon le système de la représentation proportionnelle, selon celles de l'article 79, si le scrutin a lieu selon le système majoritaire.

<sup>3</sup>Les bulletins blancs et les bulletins nuls ne sont pas pris en compte pour l'établissement du résultat d'une votation et d'une élection.

<sup>4</sup>Un résultat très serré n'impose le recomptage des voix que s'il a été rendu vraisemblable que des irrégularités se sont produites et que leur nature et leur ampleur ont pu influencer notablement le résultat.

Publication du résultat des scrutins **Art. 28** La chancellerie d'Etat vérifie et publie le résultat des scrutins dans la Feuille officielle. Elle rappelle la teneur de l'article 136, alinéa 1.

Validation du résultat des scrutins **Art. 29<sup>35)</sup>** <sup>1</sup>Le Grand Conseil valide le résultat de son élection et celui de l'élection des membres du Conseil d'Etat.

<sup>2</sup>Le Conseil d'Etat valide le résultat de l'élection des députés au Conseil des Etats, celui des autres scrutins cantonaux et celui des scrutins relatifs aux syndicats intercommunaux. Il en informe le Grand Conseil.

<sup>3</sup>Le Conseil communal valide le résultat des scrutins communaux. Il en informe le Conseil général.

<sup>4</sup>Le résultat d'un scrutin ne peut pas être validé avant l'expiration des délais de recours et de réclamation.

## TITRE II

### Elections

#### CHAPITRE PREMIER

#### Dispositions générales

Durée des mandats **Art. 30<sup>36)</sup>** <sup>1</sup>Tous les mandats durent quatre ans et sont renouvelables.

<sup>2</sup>Demeure réservée une durée différente due à l'avance ou au retard de l'élection générale en relation avec une fusion de communes.

<sup>3</sup>En cas d'élection complémentaire, les mandats prennent fin avec la législature.

Eligibilité **Art. 31<sup>37)</sup>** <sup>1</sup>Les électrices et les électeurs de nationalité suisse sont éligibles dans la circonscription électorale où ils sont électeurs. Sont également éligibles, en matière communale, les électrices et électeurs étrangers.

<sup>2</sup>Sont également éligibles au Conseil d'Etat les Suissesses et les Suisses domiciliés dans un autre canton suisse qui ont l'exercice des droits civils et ne sont pas frappés d'inéligibilité par jugement.

Domicile des élus **Art. 32** Les élus doivent être domiciliés dans leur circonscription électorale, sinon ils perdent le bénéfice de leur élection.

<sup>35)</sup> Teneur selon L du 19 juin 2000 (FO 2000 N° 49)

<sup>36)</sup> Teneur selon L du 21 février 2007 (FO 2007 N° 18)

<sup>37)</sup> Teneur selon L du 19 juin 2001 (FO 2001 N° 47) avec effet au 1er janvier 2002, L du 31 janvier 2007 (FO 2007 N° 11) avec effet au 15 août 2007 et L du 4 septembre 2007 (FO 2007 N° 68)

Incompatibilités de fonction  
a) généralités **Art. 33<sup>38)</sup>** <sup>1</sup>Nul ne peut être membre simultanément du Grand Conseil, du Conseil d'Etat ou d'une autorité judiciaire. Toutefois, les membres non permanents d'une autorité judiciaire peuvent être membres du Grand Conseil.

<sup>2</sup>Les membres du personnel de l'administration cantonale ne peuvent être membres simultanément ni du Conseil d'Etat ni, sous réserve d'exceptions fixées par la loi, d'aucune autorité judiciaire.

<sup>3</sup>Les fonctions de l'administration cantonale qui sont incompatibles avec la qualité de député-e ou de député-e suppléant-e du Grand Conseil sont mentionnées dans une annexe à la présente loi.

<sup>4</sup>En cas d'incompatibilités de fonction autres que celles propres au Grand Conseil, le délai d'option est de dix jours. En l'absence de choix, la nouvelle fonction l'emporte.

b) propres au Grand Conseil **Art. 33a<sup>39)</sup>** Le traitement des cas d'incompatibilités de fonction propres au Grand Conseil relève de la loi d'organisation du Grand Conseil (OGC), du 30 octobre 2012.

Incompatibilités tenant à la parenté **Art. 34<sup>40)</sup>** <sup>1</sup>Les époux, partenaires enregistrés au sens de la loi fédérale ou cantonale sur le partenariat, personnes menant de fait une vie de couple, parents ou alliés jusqu'au troisième degré ne peuvent appartenir simultanément au Conseil d'Etat.

<sup>2</sup>Sauf accord différent intervenu dans les dix jours entre les élus, reste seul au bénéfice de son élection dans l'ordre des critères suivants:

- a) le conseiller d'Etat le plus anciennement élu au gouvernement;
- b) le conseiller d'Etat qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages lors de l'élection entraînant l'incompatibilité;
- c) en cas d'égalité de suffrages ou d'élection tacite, le conseiller d'Etat désigné par le sort;
- d) en cas d'égalité de suffrages ou d'élection tacite au second tour, le conseiller d'Etat qui a obtenu le plus de suffrages au premier tour.

Membre d'un Conseil communal au Grand Conseil **Art. 34a<sup>41)</sup>** <sup>1</sup>Aucun membre du Conseil communal ne peut siéger au Grand Conseil.

<sup>2</sup>Lorsqu'à la suite d'une élection survient un tel cas d'incompatibilité, la personne concernée doit choisir lequel des deux mandats elle souhaite conserver.

<sup>3</sup>Le délai d'option est de dix jours; en l'absence de choix, la nouvelle fonction l'emporte.

Membre du Conseil d'Etat à l'Assemblée fédérale **Art. 35** <sup>1</sup>Seuls deux membres du Conseil d'Etat peuvent siéger à l'Assemblée fédérale, dont un seulement au Conseil des Etats.

<sup>2</sup>Lorsqu'à la suite d'une élection, ces nombres sont dépassés, reste seul au bénéfice de son élection au gouvernement, sauf désistement intervenu dans les dix jours, le conseiller d'Etat désigné dans l'ordre des critères suivants:

- a) le conseiller d'Etat qui siège seul dans l'une ou l'autre des Chambres fédérales;
- b) le conseiller d'Etat le plus anciennement élu au gouvernement, en cas d'élection au Conseil d'Etat;
- c) le parlementaire fédéral le plus anciennement en charge, en cas d'élection à l'une ou l'autre des Chambres fédérales;

<sup>38)</sup> Teneur selon L du 19 juin 2001 (FO 2001 N° 47) avec effet au 1er janvier 2002 et L du 25 janvier 2005 (FO 2005 N° 10)

<sup>39)</sup> Introduit par L du 25 janvier 2005 (FO 2005 N° 10) et modifié par L du 30 octobre 2012 (RSN 151.10; FO 2012 N° 45) avec effet au 28 mai 2013

<sup>40)</sup> Teneur selon L du 31 octobre 2006 (FO 2006 N° 85)

<sup>41)</sup> Introduit par L du 26 juin 2019 (FO 2019 N° 28) avec effet dès l'ouverture de la législature 2021-2025

- d) le conseiller d'Etat qui a obtenu le plus de suffrages lors de l'élection entraînant l'incompatibilité;
- e) en cas d'égalité de suffrages ou d'élection tacite au premier tour, le conseiller d'Etat désigné par le sort;
- f) en cas d'égalité de suffrages ou d'élection tacite au second tour, le conseiller d'Etat qui a obtenu le plus de suffrages au premier tour.

Incompatibilités en matière communale **Art. 36** La loi sur les communes fixe les incompatibilités en matière communale.

Calendrier des élections **Art. 37**<sup>42)</sup> <sup>1</sup>L'élection du Grand Conseil et celle du Conseil d'Etat ont lieu simultanément en principe dans le courant du mois d'avril.

<sup>2</sup>L'élection des conseillers aux Etats a lieu le même jour que celle des conseillers nationaux.

<sup>3</sup>L'élection des Conseils généraux et celle des Conseils communaux par le peuple ont lieu simultanément dans tout le canton, en principe dans le courant du mois de mai.

<sup>4</sup>En cas de processus de fusion de communes, ces élections peuvent être:

- avancées ou retardées, pour les communes concernées par un projet de fusion accepté par le peuple, de manière à permettre l'entrée en fonction des autorités de la nouvelle commune au 1<sup>er</sup> janvier qui précède ou qui suit;
- retardées, pour les communes concernées par un projet de fusion approuvé par les Conseils généraux avant la convocation des électeurs pour les élections communales générales. Ce report doit permettre l'entrée en fonction le 1<sup>er</sup> janvier qui suit pour les autorités de la nouvelle commune, respectivement pour les autorités qui seront élues dans les anciennes communes en cas de refus du projet de fusion par le peuple.

<sup>5</sup>Le Conseil d'Etat arrête la date des élections cantonales et des élections communales.

Circonscription électorale **Art. 38**<sup>43)</sup> La circonscription électorale est:

- a) le canton pour l'élection du Conseil d'Etat, celle des députés au Conseil des Etats et celle du Grand Conseil;
- b) la commune pour l'élection du Conseil général et du Conseil communal.

Dénomination des groupes politiques **Art. 39**<sup>44)</sup> <sup>1</sup>Les partis politiques et groupements d'électeurs peuvent demander par écrit à la chancellerie d'Etat l'usage exclusif et durable d'une dénomination pour leurs bulletins électoraux.

<sup>2</sup>Ce droit à l'usage exclusif s'éteint s'il n'a pas été utilisé pendant quatre ans.

<sup>3</sup>En cas de conflit, le Conseil d'Etat statue.

Armoiries et couleurs des collectivités publiques Tirage au sort **Art. 40**<sup>45)</sup>

**Art. 41**<sup>46)</sup> Lorsque la loi prévoit le tirage au sort, l'opération incombe à une commission de trois membres au moins désignés par l'autorité qui organise le scrutin, sauf dispositions contraires.

<sup>42)</sup> Teneur selon L du 4 novembre 2003 (FO 2003 N° 87), L du 21 février 2007 (FO 2007 N° 18) et L du 3 décembre 2015 (FO 2015 N° 50) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2016

<sup>43)</sup> Teneur selon L du 30 mai 2006 (FO 2006 N° 42)

<sup>44)</sup> Teneur selon L du 19 juin 2000 (FO 2000 N° 49)

<sup>45)</sup> Abrogé par L du 4 septembre 2002 (FO 2002 N° 68) avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2003

<sup>46)</sup> Teneur selon L du 4 septembre 2002 (FO 2002 N° 68) avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2003

Affichage **Art. 42** Le Conseil communal met à disposition des panneaux d'affichage où chaque parti ou groupement d'électeurs ayant déposé une liste peut placarder gratuitement ses affiches pendant toute la période électorale.

## CHAPITRE 2

### Election du Grand Conseil

Système électoral **Art. 43<sup>47)</sup>** <sup>1</sup>Le Grand Conseil est composé de cent député-e-s élu-e-s par le peuple selon le système de la représentation proportionnelle.

<sup>2</sup>Chaque région électorale a droit à un nombre de sièges garantis déterminé au sens de l'article 44b, mais au moins quatre.

**Art. 44<sup>48)</sup>**

Régions électorales **Art. 44a<sup>49)</sup>** Les communes du canton sont réunies en régions électorales comme suit:

1. Région du Littoral

Boudry, Cornaux, Cortaillod, Cressier, Enges, Hauterive, La Grande Béroche, La Tène, Le Landeron, Lignièrès, Milvignes, Neuchâtel, Rochefort, Saint-Blaise.

2. Région des Montagnes

Brot-Plamboz, La Brévine, La Chaux-de-Fonds, La Chaux-du-Milieu, La Sagne, Le Cerneux-Péquignot, Le Locle, Les Planchettes, Les Ponts-de-Martel.

3. Région du Val-de-Ruz

Val-de-Ruz.

4. Région du Val-de-Travers

La Côte-aux-Fées, Les Verrières, Val-de-Travers.

Calcul du nombre de sièges garantis **Art. 44b<sup>50)</sup>** <sup>1</sup>Le nombre de sièges garantis à chaque région électorale est défini par la chancellerie d'Etat sur la base du recensement cantonal de l'avant-dernière année précédant l'élection, selon les règles suivantes:

a) la population résidente du canton est divisée par 50. Le nombre entier immédiatement supérieur au dividende obtenu constitue le quotient;

b) chaque région a droit à un nombre de sièges garantis équivalent à sa population de résidence divisé par le quotient, le dividende ainsi obtenu étant arrondi à l'unité supérieure;

c) chaque région dont la population de résidence est inférieure à 4 fois le premier quotient a droit à quatre sièges garantis.

<sup>2</sup>Les sièges garantis sont attribués à des candidat-e-s domicilié-e-s dans la région électorale concernée.

<sup>3</sup>Les sièges ne sont garantis qu'en début de législature.

<sup>47)</sup> Teneur selon L du 23 janvier 2001 (FO 2001 N° 9) et L du 21 février 2017 (FO 2017 N° 14); s'applique pour la première fois à l'élection générale du Grand Conseil de 2021

<sup>48)</sup> Abrogé par L du 21 février 2017 (FO 2017 N° 14) et s'applique pour la première fois à l'élection générale du Grand Conseil de 2021

<sup>49)</sup> Introduit par L du 21 février 2017 (FO 2017 N° 14) et s'applique pour la première fois à l'élection générale du Grand Conseil de 2021 et modifié par L du 1<sup>er</sup> décembre 2020 (FO 2020 N° 51) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2021

<sup>50)</sup> Introduit par L du 21 février 2017 (FO 2017 N° 14) et s'applique pour la première fois à l'élection générale du Grand Conseil de 2021

<sup>4</sup>En cas de vacance d'un siège en cours de législature, il est repourvu conformément à l'article 64.

Répartition des sièges **Art. 44c**<sup>51)</sup> <sup>1</sup>La répartition des sièges se fait selon le système proportionnel sur l'ensemble du canton.

<sup>2</sup>Les personnes élues le sont à titre provisoire dans les régions dont le nombre d'élus est supérieur au nombre de sièges garantis.

<sup>3</sup>Si une région électorale n'obtient pas autant d'élus qu'elle a de sièges garantis (ci-après: "région déficitaire"), les sièges garantis inoccupés sont pourvus selon les règles suivantes:

- a) si plusieurs régions sont déficitaires, la plus petite voit ses sièges garantis pourvus en priorité;
- b) il est identifié les listes comportant au moins un vient-ensuite domicilié dans la région déficitaire et au moins un élu provisoire domicilié dans une autre région;
- c) pour chaque liste ainsi identifiée, le nombre de suffrages du premier des viennent-ensuite de la région déficitaire est divisé par le nombre de suffrages de l'élu provisoire de la même liste qui a obtenu le moins de suffrages;
- d) le premier des viennent-ensuite de la région déficitaire qui obtient le plus fort dividende conformément à la lettre qui précède est confirmé élu en lieu et place du moins bien élu provisoire de la même liste;
- e) si aucune liste ne comporte de vient-ensuite domicilié dans la région déficitaire ou d'élu provisoire dans une autre région, la région déficitaire perd la garantie des sièges.

<sup>4</sup>Une fois tous les sièges garantis pourvus, ou après constatation de l'impossibilité de les pourvoir conformément à l'alinéa qui précède, les élus voient leur élection confirmée.

Dépôt des listes des candidates et des candidats **Art. 45**<sup>52)</sup> <sup>1</sup>Les listes des candidat-e-s doivent être déposées à la chancellerie d'Etat au plus tard à midi le lundi de la huitième semaine qui précède l'élection.

<sup>2</sup>La chancellerie d'Etat publie sans délai dans la Feuille officielle et sur le site Internet de l'Etat les listes déposées.

Contenu de la liste **Art. 46**<sup>53)</sup> <sup>1</sup>Une liste ne peut porter plus de noms qu'il y a de sièges à pourvoir ni plus d'une fois le nom d'un candidat.

<sup>2</sup>Chaque liste doit contenir la signature manuscrite d'au moins trois électrices et électeurs. La personne dont le nom figure en tête des signataires de la liste est considérée comme mandataire et la deuxième comme suppléante.

<sup>3</sup>Abrogé.

Signatures multiples **Art. 47** <sup>1</sup>Nul ne peut signer plus d'une liste de candidats.

<sup>2</sup>Toute infraction à cette règle entraîne la nullité des signatures.

<sup>3</sup>Toute signature annulée peut être remplacée dans les quarante-huit heures.

<sup>51)</sup> Introduit par L du 21 février 2017 (FO 2017 N° 14) et s'applique pour la première fois à l'élection générale du Grand Conseil de 2021, respectivement à l'élection des Conseils généraux de 2020

<sup>52)</sup> Teneur selon L du 4 septembre 2002 (FO 2002 N° 68) avec effet au 1er mars 2003, L du 23 juin 2015 (FO 2015 N° 27) avec effet au 1<sup>er</sup> novembre 2015 et L du 21 février 2017 (FO 2017 N° 14); s'applique pour la première fois à l'élection générale du Grand Conseil de 2021, respectivement à l'élection des Conseils généraux de 2020

<sup>53)</sup> Teneur selon L du 3 décembre 2001 (FO 2001 N° 94) et L du 21 février 2017 (FO 2017 N° 14); s'applique pour la première fois à l'élection générale du Grand Conseil de 2021, respectivement à l'élection des Conseils généraux de 2020

Retrait signature	de <b>Art. 48</b> Aucun électeur ne peut retirer sa signature après le dépôt de la liste.
Consultation des listes	des <b>Art. 49</b> Les électeurs peuvent prendre connaissance des listes des candidats et des noms des signataires auprès de la chancellerie d'Etat.
Apparement	<b>Art. 50</b> <sup>54)</sup> <sup>1</sup> Les listes ne peuvent pas être apparentées. <sup>2</sup> <i>Abrogé.</i> <sup>3</sup> <i>Abrogé.</i>
Candidatures multiples	<b>Art. 51</b> <sup>55)</sup> <sup>1</sup> Nul ne peut être candidate ou candidat sur plus d'une liste. <sup>2</sup> La chancellerie d'Etat invite, s'il y a lieu, la candidate ou le candidat à opter pour une liste au plus tard jusqu'au vendredi à midi de la huitième semaine qui précède l'élection.
Candidature déclinée	<b>Art. 52</b> <sup>56)</sup> Toute électrice ou tout électeur proposé comme candidate ou candidat peut décliner sa candidature par une déclaration écrite adressée à la chancellerie d'Etat au plus tard jusqu'au vendredi à midi de la huitième semaine qui précède l'élection.
Mise au point des listes	<b>Art. 53</b> <sup>57)</sup> <sup>1</sup> La chancellerie d'Etat biffe d'office les candidatures déclinées ou contraires à la loi et les candidatures en surnombre à la fin de la liste. <sup>2</sup> Sous réserve des candidatures en surnombre, le mandataire de la liste peut remplacer les candidatures biffées par la chancellerie d'Etat au plus tard jusqu'au mercredi à midi de la septième semaine qui précède l'élection.
Publication des listes définitives	des <b>Art. 54</b> <sup>58)</sup> La chancellerie d'Etat publie dans la Feuille officielle et sur le site Internet de l'Etat les listes définitives pourvues de leur dénomination et du numéro d'ordre qu'elle leur attribue, au plus tard le vendredi de la septième semaine qui précède l'élection.
Forme bulletins électoraux	des <b>Art. 55</b> <sup>59)</sup> <sup>1</sup> Les bulletins électoraux sont imprimés ou manuscrits. <sup>2</sup> Les seuls bulletins imprimés valables sont ceux qui ont été spécialement imprimés pour l'élection par la chancellerie d'Etat.
Manière de voter	<b>Art. 56</b> <sup>60)</sup> <sup>1</sup> Chaque électeur dispose d'autant de suffrages qu'il y a de sièges à pourvoir. Le cumul des suffrages n'est pas admis.

<sup>54)</sup> Teneur selon L du 4 septembre 2002 (FO 2002 N° 68) avec effet au 1er mars 2003, L du 23 juin 2015 (FO 2015 N° 27) avec effet au 1<sup>er</sup> novembre 2015 et L du 21 février 2017 (FO 2017 N° 14); s'applique pour la première fois à l'élection générale du Grand Conseil de 2021, respectivement à l'élection des Conseils généraux de 2020

<sup>55)</sup> Teneur selon L du 4 septembre 2002 (FO 2002 N° 68) avec effet au 1er mars 2003 et L du 23 juin 2015 (FO 2015 N° 27) avec effet au 1<sup>er</sup> novembre 2015

<sup>56)</sup> Teneur selon L du 4 septembre 2002 (FO 2002 N° 68) avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2003 et L du 23 juin 2015 (FO 2015 N° 27) avec effet au 1<sup>er</sup> novembre 2015

<sup>57)</sup> Teneur selon L du 4 septembre 2002 (FO 2002 N° 68) avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2003, L du 23 juin 2015 (FO 2015 N° 27) avec effet au 1<sup>er</sup> novembre 2015

<sup>58)</sup> Teneur selon L du 4 septembre 2002 (FO 2002 N° 68) avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2003 et L du 23 juin 2015 (FO 2015 N° 27) avec effet au 1<sup>er</sup> novembre 2015

<sup>59)</sup> Teneur selon L du 19 juin 2000 (FO 2000 N° 49) et L du 4 septembre 2002 (FO 2002 N° 68) avec effet au 1er mars 2003

<sup>60)</sup> Teneur selon L du 30 avril 2014 (FO 2014 N° 20) avec effet au 1er septembre 2014, approuvée par la Chancellerie de la Confédération, le 26 juin 2014, L du 21 février 2017 (FO 2017 N° 14); s'applique pour la première fois à l'élection générale du Grand Conseil de 2021, respectivement à l'élection des Conseils généraux de 2020 et L du 28 mars 2023 (FO 2023 N°14) avec effet au 3 mai 2023

<sup>2</sup>Chaque électeur vote en utilisant à son choix:

- a) un bulletin imprimé sans le modifier ou ;
- b) un bulletin imprimé qu'il a modifié de sa main en biffant le nom de candidats (latoisage) ou en inscrivant le nom de candidats d'autres listes (panachage) ou ;
- c) un bulletin manuscrit sur lequel il a inscrit le nom de candidats et, le cas échéant, attribué les suffrages restants à la liste de son choix.

Suffrages de liste **Art. 57<sup>61)</sup>** <sup>1</sup>Les suffrages qui ne sont pas donnés à des candidats sont attribués à la liste dont la dénomination ou le numéro d'ordre figurent sur le bulletin.

<sup>2</sup>En cas de divergence entre la dénomination et le numéro d'ordre, figurant sur le bulletin, c'est la dénomination qui fait règle.

<sup>3</sup>Si le bulletin ne porte ni dénomination, ni numéro d'ordre, si ceux-ci ont été biffés ou si le bulletin en porte plusieurs, les suffrages non utilisés sont blancs.

<sup>4</sup>Le suffrage donné à une personne qui n'est pas candidate compte comme suffrage de liste.

<sup>5</sup>Sur un bulletin imprimé, la mention ajoutée manuscritement par l'électrice ou l'électeur et attribuant des suffrages complémentaires à une ou plusieurs autres listes n'est pas prise en compte; les suffrages complémentaires sont attribués à la liste figurant sur le bulletin.

<sup>6</sup>Sur un bulletin manuscrit sans dénomination, la mention attribuant des suffrages complémentaires à plus d'une liste n'est pas prise en compte; les suffrages non utilisés étant blancs.

Suffrages multiples, suffrages surnombre en **Art. 58** <sup>1</sup>Aucun candidat ne peut recevoir plus d'un suffrage par bulletin. Les suffrages supplémentaires sont biffés. Ces derniers comptent comme suffrages de liste lorsque le bulletin porte une dénomination ou un numéro d'ordre.

<sup>2</sup>Le nom des candidats en surnombre est biffé, à commencer par les derniers inscrits.

Utilisation de **Art. 58a<sup>62)</sup>**  
plusieurs bulletins

Procès-verbal du scrutin **Art. 59<sup>63)</sup>** <sup>1</sup>Après la clôture du scrutin, les bureaux de dépouillement établissent et communiquent à la chancellerie d'Etat:

- a) le nombre des électrices et électeurs, y compris celui des Suissesses et des Suisses de l'étranger;
- b) le nombre total des bulletins déposés dans les urnes, celui des bulletins blancs, celui des bulletins nuls et celui des bulletins valables;
- c) le nombre de suffrages obtenus par chaque candidat de chaque liste (suffrages nominatifs);
- d) le nombre de suffrages non nominatifs obtenus par chaque liste (suffrages complémentaires);
- e) le total des suffrages nominatifs et des suffrages complémentaires obtenus par chacune des listes (suffrages de liste);
- f) *abrogée*;

<sup>61)</sup> Teneur selon L du 4 septembre 2002 (FO 2002 N° 68) avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2003

<sup>62)</sup> Abrogé par L du 28 mars 2023 (FO 2023 N° 14) avec effet au 3 mai 2023

<sup>63)</sup> Teneur selon L du 30 avril 2014 (FO 2014 N° 20) avec effet au 1<sup>er</sup> septembre 2014, approuvée par la Chancellerie de la Confédération, le 26 juin 2014, L du 21 février 2017 (FO 2017 N° 14); s'applique pour la première fois à l'élection générale du Grand Conseil de 2021, respectivement à l'élection des Conseils généraux de 2020 et L du 28 mars 2023 (FO 2023 N° 14) avec effet au 3 mai 2023

- g) le nombre de suffrages blancs;
- h) les causes principales d'annulation des bulletins;
- i) l'ensemble des données statistiques requises par la chancellerie d'Etat.

<sup>2</sup>Abrogé.

Répartition des sièges entre les listes **Art. 60<sup>64)</sup>** <sup>1</sup>La chancellerie d'Etat répartit les sièges entre les listes selon les règles suivantes:

- a) la liste qui n'obtient pas au moins le 3% des suffrages valables est éliminée de la répartition. Les suffrages recueillis par cette liste ne sont pas pris en considération pour la répartition des sièges entre les listes;
- b) le nombre total des suffrages valables (suffrages de liste) de toutes les listes est divisé par le nombre plus un des sièges à attribuer. Le nombre entier immédiatement supérieur au résultat obtenu constitue le quotient électoral;
- c) chaque liste obtient autant de sièges que le nombre de ses suffrages contient de fois le quotient électoral;
- d) si tous les sièges ne sont pas répartis, le nombre total des suffrages valables de chaque liste est divisé par le nombre plus un des sièges qu'elle a déjà obtenus. Un siège est attribué à la liste qui a obtenu le plus fort quotient. L'opération est répétée tant qu'il reste des sièges à répartir. En cas d'égalité de quotient pour le dernier siège, le sort décide.

<sup>2</sup>Abrogé.

<sup>3</sup>Le Conseil d'Etat nomme une commission formée de trois membres pour procéder au tirage au sort prévu à la lettre d du présent article. Les mandataires des listes intéressées peuvent assister au tirage au sort.

<sup>4</sup>La chancellerie d'Etat tient à disposition des mandataires des listes le détail des opérations.

Désignation des élu-e-s **Art. 61<sup>65)</sup>** <sup>1</sup>Sont élus, à concurrence du nombre de sièges attribués à chaque liste, les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages nominatifs.

<sup>2</sup>En cas d'égalité de suffrages nominatifs, le sort décide.

<sup>3</sup>L'article 44c de la présente loi est réservé.

Sièges en surnombre **Art. 62** Si une liste obtient plus de sièges qu'elle n'a de candidats, il est procédé à une élection complémentaire.

Élection tacite **Art. 63** Si les candidats ne sont pas plus nombreux que les sièges à pourvoir, ils sont élus sans vote.

Élection des député-e-s suppléant-e-s: **Art. 63a<sup>66)</sup>** <sup>1</sup>Les député-e-s suppléant-e-s sont élu-e-s en même temps et sur la même liste que les député-e-s du Grand Conseil.

1. Principe <sup>2</sup>Les député-e-s suppléant-e-s et les suppléant-e-s viennent sur la liste après les membres élus au Grand Conseil dans l'ordre des suffrages nominatifs obtenus.

<sup>64)</sup> Teneur selon L du 4 septembre 2002 (FO 2002 N° 68) avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2003 et L du 30 mai 2006 (FO 2006 N° 42) et L du 21 février 2017 (FO 2017 N° 14); s'applique pour la première fois à l'élection générale du Grand Conseil de 2021, respectivement à l'élection des Conseils généraux de 2020

<sup>65)</sup> Teneur selon L du 25 mai 2004 (FO 2004 N° 42) et L du 21 février 2017 (FO 2017 N° 14); s'applique pour la première fois à l'élection générale du Grand Conseil de 2021, respectivement à l'élection des Conseils généraux de 2020

<sup>66)</sup> Introduit par L du 25 mai 2004 (FO 2004 N° 42)

<sup>3</sup>En cas d'égalité de suffrages nominatifs, le sort décide.

2. Désignation des député-e-s suppléant-e-s **Art. 63b**<sup>67)</sup> Les listes ont droit à des député-e-s suppléant-e-s selon la répartition suivante:
- a) de un à cinq sièges: un-e suppléant-e;
  - b) de six à dix sièges: deux suppléant-e-s;
  - c) de onze à quinze sièges: trois suppléant-e-s;
  - d) de seize à vingt sièges: quatre suppléant-e-s;
  - e) au-delà de vingt sièges: cinq suppléant-e-s.
3. Renonciation **Art. 63c**<sup>68)</sup> Un ou une député-e suppléant-e peut renoncer à son statut, le perdant alors définitivement.
4. Renvoi **Art. 63d**<sup>69)</sup> Les dispositions des chapitres premier et deux du titre deuxième de la présente loi, à l'exclusion des articles 44a à 44c, sont applicables à l'élection des député-e-s suppléant-e-s.
- Vacance de siège pendant la législature **Art. 64**<sup>70)</sup> <sup>1</sup>En cas de vacance de siège pendant la législature, le député ou la députée qui quitte le Grand Conseil est remplacé-e par le premier ou la première des député-e-s suppléant-e-s de la même liste. Si ce dernier ou cette dernière refuse le siège, elle ou il perd définitivement son statut de député-e suppléant-e et le ou la député-e suppléant-e qui suit prend sa place.
- <sup>2</sup>S'il n'y a plus de député-e suppléant-e, il est procédé à une élection complémentaire.
- Élection complémentaire **Art. 65** <sup>1</sup>Le parti politique ou le groupement d'électeurs intéressé peut désigner un candidat supplémentaire qui est élu sans vote.
- <sup>2</sup>Faute de désignation dans le délai de trois semaines imparti par le Conseil d'Etat, celui-ci convoque les électeurs.
- <sup>3</sup>L'élection se fait à la majorité relative, si un seul siège est vacant; elle se fait selon le système de la représentation proportionnelle si plusieurs sièges sont vacants. Le Conseil d'Etat peut abréger les délais qui concernent le dépôt et la publication des listes.
- Publication **Art. 66** La chancellerie d'Etat publie le nom du nouveau député dans la Feuille officielle.

## CHAPITRE 3

### Election du Conseil d'Etat

- Système majoritaire à deux tours **Art. 67** Le Conseil d'Etat est composé de cinq membres élus par le peuple au premier tour à la majorité absolue, au second à la majorité relative.
- Dépôt des listes de candidats

<sup>67)</sup> Introduit par L du 25 mai 2004 (FO 2004 N° 42), modifié par L du 21 février 2017 (FO 2017 N° 14); s'applique pour la première fois à l'élection générale du Grand Conseil de 2021, respectivement à l'élection des Conseils généraux de 2020 et par L du 3 novembre 2020 (FO 2020 N° 47) avec effet au 16 décembre 2020

<sup>68)</sup> Introduit par L du 25 mai 2004 (FO 2004 N° 42)

<sup>69)</sup> Introduit par L du 25 mai 2004 (FO 2004 N° 42) et modifié par L du 21 février 2017 (FO 2017 N° 14); s'applique pour la première fois à l'élection générale du Grand Conseil de 2021

<sup>70)</sup> Teneur selon L du 25 mai 2004 (FO 2004 N° 42) et L du 21 février 2017 (FO 2017 N° 14); s'applique pour la première fois à l'élection générale du Grand Conseil de 2021, respectivement à l'élection des Conseils généraux de 2020

- Art. 68**<sup>71)</sup> Les listes des candidates et des candidats doivent être déposées à la chancellerie d'Etat au plus tard à midi le lundi de la huitième semaine qui précède l'élection.
- Contenu de la liste **Art. 69**<sup>72)</sup> <sup>1</sup>Une liste ne peut porter plus de cinq noms ni plus d'une fois le nom d'un candidat.
- <sup>2</sup>Chaque liste doit contenir la signature manuscrite d'au moins trois électrices ou électeurs domiciliés dans le canton. La personne dont le nom figure en tête des signataires de la liste est considérée comme mandataire et la deuxième comme suppléante.
- Signatures multiples **Art. 70** <sup>1</sup>Nul ne peut signer plus d'une liste de candidats.
- <sup>2</sup>Toute infraction à cette règle entraîne la nullité des signatures.
- <sup>3</sup>Toute signature annulée peut être remplacée dans les quarante-huit heures.
- Retrait de signature **Art. 71** Un électeur ne peut retirer sa signature après le dépôt de la liste.
- Consultation des listes **Art. 72** Les électeurs du canton peuvent prendre connaissance des listes de candidats et des noms des signataires auprès de la chancellerie d'Etat.
- Candidature déclinée **Art. 73**<sup>73)</sup> L'électrice ou l'électeur proposé comme candidate ou candidat peut décliner sa candidature par une déclaration écrite, adressée à la chancellerie d'Etat au plus tard jusqu'au vendredi à midi de la huitième semaine qui précède l'élection.
- Mise au point des listes **Art. 74**<sup>74)</sup> <sup>1</sup>La chancellerie d'Etat biffe d'office les candidatures contraires à la loi ou celles en surnombre à la fin de la liste.
- <sup>2</sup>La ou le mandataire de la liste peut la corriger au plus tard jusqu'au mercredi à midi de la septième semaine qui précède l'élection.
- <sup>3</sup>La ou le mandataire de la liste ne peut la compléter que si une candidate ou un candidat devient inéligible ou a décliné sa candidature.
- Report de l'élection **Art. 75**<sup>75)</sup> Si une candidate ou un candidat devient inéligible entre le mercredi à midi de la septième semaine qui précède l'élection et la clôture du scrutin, l'élection est annulée et reportée.
- Publication des listes définitives **Art. 76**<sup>76)</sup> La chancellerie d'Etat publie dans la Feuille officielle et sur le site Internet de l'Etat les listes définitives pourvues de leur dénomination et du numéro d'ordre qu'elle leur attribue, au plus tard le vendredi de la septième semaine qui précède l'élection.
- Bulletin **Art. 77** <sup>1</sup>Un bulletin électoral ne peut porter plus de cinq noms.

<sup>71)</sup> Teneur selon L du 4 septembre 2002 (FO 2002 N° 68) avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2003 et L du 23 juin 2015 (FO 2015 N° 27) avec effet au 1<sup>er</sup> novembre 2015

<sup>72)</sup> Teneur selon L du 3 décembre 2001 (FO 2001 N° 94)

<sup>73)</sup> Teneur selon L du 4 septembre 2002 (FO 2002 N° 68) avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2003 et L du 23 juin 2015 (FO 2015 N° 27) avec effet au 1<sup>er</sup> novembre 2015

<sup>74)</sup> Teneur selon L du 4 septembre 2002 (FO 2002 N° 68) avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2003 et L du 23 juin 2015 (FO 2015 N° 27) avec effet au 1<sup>er</sup> novembre 2015

<sup>75)</sup> Teneur selon L du 4 septembre 2002 (FO 2002 N° 68) avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2003 et L du 23 juin 2015 (FO 2015 N° 27) avec effet au 1<sup>er</sup> novembre 2015

<sup>76)</sup> Teneur selon L du 4 septembre 2002 (FO 2002 N° 68) avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2003 et L du 23 juin 2015 (FO 2015 N° 27) avec effet au 1<sup>er</sup> novembre 2015

<sup>2</sup>Un parti politique ou un groupement d'électeurs peut faire figurer sur un bulletin électoral les noms de candidats d'autres listes.

<sup>3</sup>L'accord des mandataires des listes et des candidats est requis.

Forme bulletins électoraux	<p>des <b>Art. 77a</b><sup>77)</sup> <sup>1</sup>Les bulletins électoraux sont imprimés ou manuscrits.</p> <p><sup>2</sup>Les seuls bulletins imprimés valables sont ceux qui ont été imprimés par la chancellerie d'Etat.</p>
Manière de voter	<p><b>Art. 78</b><sup>78)</sup> <sup>1</sup>Chaque électeur dispose de cinq suffrages, qu'il exprime en utilisant un seul bulletin :</p> <p>a) imprimé sans modification;</p> <p>b) imprimé qu'il a modifié de sa main en:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– biffant le nom de candidats;</li> <li>– inscrivant le nom de candidats d'autres listes;</li> </ul> <p>c) manuscrit où il a inscrit les noms de candidats.</p> <p><sup>2</sup>L'électeur ne peut donner qu'un suffrage à chaque candidat. Les suffrages supplémentaires sont biffés.</p> <p><sup>3</sup>Le suffrage donné à une personne qui n'est pas candidate est nul.</p> <p><sup>4</sup>Le nom des candidats en surnombre est biffé, à commencer par les derniers inscrits.</p> <p><sup>5</sup>Abrogé.</p>
Procès-verbal du scrutin	<p>du <b>Art. 79</b><sup>79)</sup> <sup>1</sup>Après la clôture du scrutin, les bureaux de dépouillement établissent et communiquent à la chancellerie d'Etat qui récapitule pour le canton:</p> <p>a) le nombre des électrices et électeurs, y compris celui des Suissesses et des Suisses de l'étranger;</p> <p>b) le nombre total des bulletins déposés dans les urnes;</p> <p>c) le nombre des bulletins valables; celui des bulletins blancs et celui des bulletins nuls;</p> <p>d) le nombre des suffrages obtenus par chaque candidat;</p> <p>e) les causes principales d'annulation des bulletins;</p> <p>f) l'ensemble des données statistiques requises par la chancellerie d'Etat.</p> <p><sup>2</sup>Plusieurs bulletins valables contenus dans une enveloppe sont assimilés à un seul bulletin lors du dépouillement.</p>
Désignation élus	<p>des <b>Art. 80</b><sup>80)</sup> <sup>1</sup>Sont élus les candidats qui ont obtenu plus de la moitié du nombre des bulletins valables (majorité absolue) et le plus grand nombre de suffrages.</p> <p><sup>2</sup>En cas d'égalité des suffrages pour le dernier siège, un nouveau scrutin, trois semaines au plus tard après le premier, départage les candidats.</p> <p><sup>3</sup>En cas de nouvelle égalité des suffrages, le sort décide.</p>

Ballottage

<sup>77)</sup> Introduit par L du 19 juin 2000 (FO 2000 N° 49)

<sup>78)</sup> Teneur selon L du 28 mars 2023 (FO 2023 N°14) avec effet au 3 mai 2023

<sup>79)</sup> Teneur selon L du 4 septembre 2002 (FO 2002 N° 68) avec effet au 1er mars 2003

<sup>80)</sup> Teneur selon L du 30 mai 2006 (FO 2006 N° 42)

**Art. 81**<sup>81)</sup> 1Si des sièges restent à pourvoir, il est procédé à un second tour de scrutin pour les candidats qui n'ont pas obtenu la majorité absolue.

<sup>2</sup>Le second tour du scrutin a lieu trois semaines au plus tard après le premier tour.

Candidature pour le second tour **Art. 82**<sup>82)</sup> 1Seul-e-s les candidat-e-s ayant obtenu au moins 5% des suffrages au premier tour de scrutin peuvent participer au second tour.

<sup>2</sup>La candidature d'une personne qui n'a pas participé au premier tour n'est admise que pour remplacer un candidat devenu inéligible entre-temps.

<sup>3</sup>Les candidatures doivent être remises à la chancellerie d'Etat, par le mandataire de la liste sur laquelle elles figurent, au plus tard jusqu'au mardi à midi qui suit le premier tour. Si elles figurent sur une nouvelle liste, celle-ci doit être signée par trois électeurs au moins, conformément aux articles 69 et 70.

<sup>4</sup>Lorsque le nombre des candidats est inférieur au nombre des sièges à pourvoir pour l'élection au second tour, l'article 86 s'applique par analogie pour le siège resté vacant.

Manière de voter **Art. 83** Chaque électeur dispose d'autant de suffrages qu'il y a de sièges à pourvoir.

Désignation des élus au second tour **Art. 84**<sup>83)</sup> 1Sont élus, pour les sièges à pourvoir, les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages (majorité relative).

<sup>2</sup>En cas d'égalité des suffrages pour le dernier siège, un nouveau scrutin, trois semaines au plus tard après le premier, départage les candidats.

<sup>3</sup>En cas de nouvelle égalité des suffrages, le sort décide.

Election tacite **Art. 85** Si les candidats, au premier ou au second tour, ne sont pas plus nombreux que les sièges à pourvoir, ils sont élus sans vote (élection tacite).

Vacance de siège pendant la période législative **Art. 86** 1En cas de vacance de siège pendant la période législative, il est procédé à une élection complémentaire dans un délai de six mois, selon le système majoritaire à deux tours.

<sup>2</sup>Le remplaçant est élu pour la fin de la période législative.

## CHAPITRE 4

### Élection des députés au Conseil des Etats

Système électoral **Art. 87**<sup>84)</sup> 1Les deux députées ou députés au Conseil des Etats sont élus par le peuple selon le système de la représentation proportionnelle.

<sup>2</sup>La circonscription électorale est le canton.

Dépôt des listes des candidates et des candidats **Art. 88**<sup>85)</sup> 1Les listes des candidates et des candidats doivent être déposées à la chancellerie d'Etat au plus tard à midi le lundi de la huitième semaine qui précède l'élection.

<sup>2</sup>La chancellerie d'Etat publie sans délai dans la Feuille officielle et sur le site Internet de l'Etat les listes déposées.

<sup>81)</sup> Teneur selon L du 19 juin 2000 (FO 2000 N° 49)

<sup>82)</sup> Teneur selon L du 19 juin 2000 (FO 2000 N° 49), L du 30 mai 2006 (FO 2006 N° 42) et L du 26 juin 2007 (FO 2007 N° 49)

<sup>83)</sup> Teneur selon L du 30 mai 2006 (FO 2006 N° 42)

<sup>84)</sup> Teneur selon L du 3 novembre 2009 (FO 2009 N° 45) avec effet au 1<sup>er</sup> mai 2011

<sup>85)</sup> Teneur selon L du 3 novembre 2009 (FO 2009 N° 45) avec effet au 1<sup>er</sup> mai 2011 et L du 23 juin 2015 (FO 2015 N° 27) avec effet au 1<sup>er</sup> novembre 2015

- Contenu de la liste **Art. 88a<sup>86)</sup>** <sup>1</sup>Une liste ne peut porter plus de deux noms ni plus d'une fois le nom d'une candidate ou d'un candidat.
- <sup>2</sup>Chaque liste doit contenir la signature manuscrite d'au moins trois électrices ou électeurs domiciliés dans le canton.
- <sup>3</sup>La personne dont le nom figure en tête des signataires de la liste est considérée comme mandataire et la deuxième comme suppléante.
- Mise au point des listes **Art. 88b<sup>87)</sup>** <sup>1</sup>La chancellerie d'Etat biffe d'office les candidatures déclinées ou contraires à la loi et celles en surnombre à la fin de la liste.
- <sup>2</sup>La personne considérée comme mandataire de la liste peut la corriger au plus tard jusqu'au mercredi à midi de la septième semaine qui précède l'élection.
- <sup>3</sup>Cette personne ne peut compléter la liste que si une candidate ou un candidat devient inéligible ou a décliné sa candidature.
- <sup>4</sup>Le remplacement doit être accompagné d'une déclaration écrite de la nouvelle candidate ou du nouveau candidat acceptant sa candidature.
- Report de l'élection **Art. 88c<sup>88)</sup>** <sup>1</sup>Si une candidate ou un candidat devient inéligible entre le mercredi à midi de la septième semaine qui précède l'élection et la clôture du scrutin, l'élection est annulée et reportée.
- <sup>2</sup>Le Conseil d'Etat prend les mesures nécessaires et fixe les délais.
- Manière de voter **Art. 88d<sup>89)</sup>** <sup>1</sup>Chaque électeur ou chaque électrice dispose de deux suffrages.
- <sup>2</sup>Le cumul des suffrages n'est pas admis.
- Vacance de siège pendant la législature: **Art. 88e<sup>90)</sup>** <sup>1</sup>En cas de vacance de siège pendant la législature, la députée ou le député qui quitte le Conseil des Etats est remplacé par la candidate ou le candidat de la même liste qui n'a pas été élu lors de la dernière élection.
- <sup>2</sup>Si cette personne refuse le siège devenu vacant, il est procédé à une élection complémentaire.
- <sup>3</sup>L'élection se fait à la majorité relative si un seul siège est vacant.
- <sup>4</sup>A défaut simultanément de candidate ou de candidat sur les deux listes concernées, l'élection se fait selon le système de la représentation proportionnelle.
- <sup>5</sup>Le Conseil d'Etat peut abrégé les délais qui concernent le dépôt et la publication des listes.
- Publication **Art. 88f<sup>91)</sup>** La chancellerie d'Etat publie le nom du nouveau député ou de la nouvelle députée dans la Feuille officielle.
- Renvoi **Art. 88g<sup>92)</sup>** <sup>1</sup>Les articles 47 à 52, 54, 55, 56 alinéa 2 et 57 à 63 sont applicables par analogie en cas d'élection selon le système de la représentation proportionnelle.

<sup>86)</sup> Introduit par L du 3 novembre 2009 (FO 2009 N° 45) avec effet au 1<sup>er</sup> mai 2011

<sup>87)</sup> Introduit par L du 3 novembre 2009 (FO 2009 N° 45) avec effet au 1<sup>er</sup> mai 2011 et modifié par L du 23 juin 2015 (FO 2015 N° 27) avec effet au 1<sup>er</sup> novembre 2015

<sup>88)</sup> Introduit par L du 3 novembre 2009 (FO 2009 N° 45) avec effet au 1<sup>er</sup> mai 2011 et modifié par L du 23 juin 2015 (FO 2015 N° 27) avec effet au 1<sup>er</sup> novembre 2015

<sup>89)</sup> Introduit par L du 3 novembre 2009 (FO 2009 N° 45) avec effet au 1<sup>er</sup> mai 2011

<sup>90)</sup> Introduit par L du 3 novembre 2009 (FO 2009 N° 45) avec effet au 1<sup>er</sup> mai 2011

<sup>91)</sup> Introduit par L du 3 novembre 2009 (FO 2009 N° 45) avec effet au 1<sup>er</sup> mai 2011

<sup>92)</sup> Introduit par L du 3 novembre 2009 (FO 2009 N° 45) avec effet au 1<sup>er</sup> mai 2011

<sup>2</sup>Il en est de même, en cas d'élection à la majorité relative, des articles 77, 78, 79, 84 et 85.

Indemnités **Art. 89<sup>93)</sup>**

## CHAPITRE 5

### Élections communales

Composition du Conseil général **Art. 90<sup>94)</sup>** <sup>1</sup>Chaque commune a un Conseil général élu par les électeurs communaux.

<sup>2</sup>Le Conseil général est composé à raison d'un siège par cinquante habitants, toute fraction de vingt-cinq habitants et plus comptant pour cinquante. Si le chiffre de la population, déterminé par l'avant-dernier recensement cantonal, donne pour le Conseil général un nombre pair, ce nombre est augmenté d'une unité.

<sup>3</sup>Les communes peuvent réduire à un nombre impair inférieur, mais de 25% au maximum, le nombre de sièges au Conseil général calculé selon l'alinéa 2. La réduction est interdite dans la mesure où elle a pour effet qu'un siège au Conseil général corresponde à plus de cent cinquante habitants.

<sup>4</sup>Le nombre de sièges au Conseil général ne peut pas excéder quarante et un ni être inférieur à quinze.

<sup>5</sup>La commune qui entend faire usage de la faculté que lui réserve l'alinéa 3 en soumet la proposition, une fois connus les résultats du recensement, au Conseil général. Celui-ci doit se prononcer. Sa décision est soumise au référendum obligatoire et la votation sur cet objet doit intervenir au plus tard jusqu'au 31 décembre de l'année précédant les élections communales.

<sup>6</sup>En dérogation aux dispositions des alinéas 3 et 4, les communes de moins de 875 habitants peuvent réduire par nombre pair jusqu'à 13, celles de moins de 775 habitants jusqu'à 11, et celles de moins de trois cents habitants jusqu'à neuf, le nombre de sièges au Conseil général. La procédure prévue à l'alinéa 5 est applicable.

Système électoral **Art. 91<sup>95)</sup>** <sup>1</sup>Dans les communes de 750 habitants et plus, l'élection du Conseil général se fait selon le système de la représentation proportionnelle.

<sup>2</sup>Dans les communes de moins de 750 habitants, le Conseil général prévoit, par voie de règlement, un des modes d'élection suivants:

- a) système de la représentation proportionnelle;
- b) système majoritaire à un tour.

<sup>3</sup>Si une commune veut passer du système proportionnel au système majoritaire, la décision du Conseil général est soumise au référendum obligatoire.

<sup>4</sup>Le système électoral peut être changé jusqu'à la fin du mois de décembre précédant les élections communales, la votation sur cet objet devant intervenir au plus tard jusqu'au 31 décembre.

Système de représentation proportionnelle **Art. 92<sup>96)</sup>** Les dispositions qui régissent l'élection du Grand Conseil sont applicables par analogie à l'élection selon le système de la représentation proportionnelle.

<sup>93)</sup> Abrogé par L du 30 mai 2006 (FO 2006 N° 42)

<sup>94)</sup> Teneur selon L du 28 septembre 1999 (FO 1999 N° 80), L du 31 janvier 2000 (FO 2000 N° 10) et L du 4 novembre 2003 (FO 2003 N° 87)

<sup>95)</sup> Teneur selon L du 25 mars 1991 (RLN XVI 25) avec effet au 28 août 1991, L du 19 juin 2001 (FO 2001 N° 47) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2002 et L du 4 novembre 2003 (FO 2003 N° 87)

<sup>96)</sup> Teneur selon L du 25 mars 1991 (RLN XVI 25) avec effet au 28 août 1991

Système majoritaire à un tour	<p><b>Art. 93<sup>97)</sup></b> 1 Dans le système majoritaire à un tour, une liste peut contenir plus de candidats qu'il n'y a de sièges à pourvoir.</p> <p>2 Sont élus, pour les sièges à pourvoir, les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages (majorité relative).</p> <p>3 Pour le surplus, les dispositions qui régissent l'élection du Conseil d'Etat sont applicables par analogie.</p>
Dispositions communes	<p><b>Art. 94<sup>98)</sup></b> 1 Les listes des candidates et des candidats doivent être signées par au moins trois électrices ou électeurs domiciliés dans la commune.</p> <p>2 Le Conseil communal publie ou fait afficher au moins une fois les listes déposées.</p> <p>3 L'électrice ou l'électeur proposé comme candidate ou candidat peut décliner sa candidature par une déclaration écrite au plus tard jusqu'au vendredi à midi de la huitième semaine qui précède l'élection.</p> <p>4 La ou le mandataire de la liste peut remplacer la candidature déclinée au plus tard jusqu'au mercredi à midi de la septième semaine qui précède l'élection.</p> <p>5 Le Conseil communal exerce les compétences de la chancellerie d'Etat.</p>
Suppléants	<p><b>Art. 95<sup>99)</sup></b> 1 Dans les deux systèmes électoraux, les candidats non élus sont réputés suppléants pour leur liste dans l'ordre du nombre de suffrages nominatifs obtenus. Au surplus, les articles 64 et 65 de la présente loi s'appliquent.</p> <p>2 S'il n'y a plus de suppléant, l'élection complémentaire se fait à la majorité relative si un seul siège est vacant. Elle se fait selon le système applicable à l'élection principale si plusieurs sièges sont vacants.</p> <p>3 Le Conseil communal publie le nom du nouveau conseiller général dans la Feuille officielle.</p> <p>4 Dans les communes qui ont prévu dans leur règlement général un système de suppléance pour les membres du Conseil général, l'élection des membres suppléants se fait selon l'alinéa 1. Pour le surplus, les dispositions qui régissent l'élection du Grand Conseil sont applicables par analogie.</p>
Élection du Conseil communal	<p><b>Art. 95a<sup>100)</sup></b> 1 Le Conseil général fixe le mode d'élection des membres du Conseil communal.</p> <p>2 L'élection du Conseil communal par le peuple a lieu selon le système de la représentation proportionnelle ou le système du scrutin majoritaire à deux tours.</p> <p>3 Tout changement du mode d'élection des membres du Conseil communal est soumis au référendum obligatoire. Le système peut être changé jusqu'à la fin du mois de décembre précédant les élections communales, la votation sur cet objet devant intervenir au plus tard jusqu'au 31 décembre.</p>
Système de représentation proportionnelle	<p><b>Art. 95b<sup>101)</sup></b> 1 Les dispositions qui régissent l'élection du Grand Conseil s'appliquent par analogie à l'élection du Conseil communal selon le système de la représentation proportionnelle.</p>

<sup>97)</sup> Teneur selon L du 25 mars 1991 (RLN XVI 25) avec effet au 28 août 1991

<sup>98)</sup> Teneur selon L du 3 décembre 2001 (FO 2001 N° 94), L du 4 septembre 2002 (FO 2002 N° 68) avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2003 et L du 23 juin 2015 (FO 2015 N° 27) avec effet au 1<sup>er</sup> novembre 2015

<sup>99)</sup> Teneur selon L du 25 mars 1991 (RLN XVI 25) avec effet au 28 août 1991, L du 30 septembre 1996 (FO 1996 N° 75) et L du 26 juin 2019 (FO 2019 N° 28) avec effet dès le 1<sup>er</sup> janvier 2020

<sup>100)</sup> Introduit par L du 19 juin 2001 (FO 2001 N° 47) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2002 et teneur selon L du 4 novembre 2003 (FO 2003 N° 87)

<sup>101)</sup> Introduit par L du 19 juin 2001 (FO 2001 N° 47) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2002 et modifié par L du 21 mars 2016 (FO 2016 N° 14) avec effet au 1<sup>er</sup> juin 2016

<sup>2</sup>L'article 65, alinéa 1, de la présente loi n'est toutefois pas applicable.

<sup>3</sup>Les communes restent libres d'appliquer ou non l'article 64, alinéa 1, en cas de vacance de siège pendant la législature.

Système majoritaire à deux tours **Art. 95c**<sup>102)</sup> Les dispositions qui régissent l'élection du Conseil d'Etat s'appliquent par analogie à l'élection du Conseil communal selon le système du scrutin majoritaire à deux tours.

Dispositions communes **Art. 95d**<sup>103)</sup> Les dispositions communes prévues à l'article 94 de la présente loi s'appliquent par analogie à l'élection du Conseil communal par le peuple.

## CHAPITRE 6

### Elections dans les communes issues d'une fusion

Règles générales **Art. 95e**<sup>104)</sup> <sup>1</sup>En cas de fusion de communes, le Conseil général et le Conseil communal de la nouvelle commune sont élus pour la fin de la législature, sous réserve de l'article 37, alinéa 4.

<sup>2</sup>Les personnes candidates représentent l'ancienne commune sur le territoire de laquelle elles résident.

<sup>3</sup>La personne élue qui, en cours de législature, déménage à l'intérieur de la commune issue de la fusion ne perd pas le bénéfice de son élection.

<sup>4</sup>Les dispositions qui régissent les élections communales sont applicables sous réserve des dispositions particulières du présent chapitre.

Garantie d'un siège aux anciennes communes **Art. 95f**<sup>105)</sup> <sup>1</sup>Dans les communes issues d'une fusion, les anciennes communes peuvent bénéficier de la garantie d'un siège au Conseil général, en manifestant leur volonté dans la convention de fusion.

<sup>2</sup>Toutefois, l'ancienne commune dans laquelle il n'y a aucun candidat à l'élection au Conseil général ne bénéficie pas de cette garantie.

<sup>3</sup>La garantie devient caduque à la fin de la législature au cours de laquelle la fusion prend effet. Elle peut toutefois être prolongée par la convention de fusion jusqu'à la fin de la législature suivante.

Attribution des sièges garantis **Art. 95g**<sup>106)</sup> <sup>1</sup>Si une ancienne commune n'est représentée par aucune des personnes élues, c'est la personne qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages dans cette commune qui est élue. L'article 95h est réservé.

1. Système de représentation proportionnelle  
a) en général <sup>2</sup>Lors de leur attribution, les sièges garantis sont imputés aux listes concernées, la personne élue à ce titre prenant au besoin la place de la personne la moins bien élue de la liste. Si cette dernière est la seule représentante d'une ancienne commune, c'est la personne élue qui la précède immédiatement sur la liste qui cède sa place, pour autant que celle-ci ne soit pas la seule représentante d'une ancienne commune. L'opération est répétée jusqu'à attribution du siège garanti.

b) cas particulier **Art. 95h**<sup>107)</sup> <sup>1</sup>La personne qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages dans l'ancienne commune mais qui est portée sur une liste n'ayant pas obtenu de siège est évincée de l'élection.

<sup>102)</sup> Introduit par L du 19 juin 2001 (FO 2001 N° 47) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2002

<sup>103)</sup> Introduit par L du 19 juin 2001 (FO 2001 N° 47) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2002

<sup>104)</sup> Introduit par L du 30 août 2005 (FO 2005 N° 70) et modifié par L du 21 février 2007 (FO 2007 N° 18)

<sup>105)</sup> Introduit par L du 30 août 2005 (FO 2005 N° 70)

<sup>106)</sup> Introduit par L du 30 août 2005 (FO 2005 N° 70)

<sup>107)</sup> Introduit par L du 30 août 2005 (FO 2005 N° 70)

<sup>2</sup>Dans ce cas, la personne ayant obtenu le deuxième meilleur résultat dans l'ancienne commune est élue, pour autant que la liste sur laquelle elle est portée ait obtenu un siège. Cette opération est répétée jusqu'à attribution du siège garanti.

2. Système majoritaire à un tour **Art. 95j**<sup>108)</sup> <sup>1</sup>Si une ancienne commune n'est représentée par aucune des personnes élues, c'est la personne qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages dans cette commune qui est élue.

<sup>2</sup>La personne élue à ce titre prend au besoin la place de la personne la moins bien élue. Si cette dernière est la seule représentante d'une ancienne commune, c'est la personne élue qui la précède immédiatement qui cède sa place, pour autant que celle-ci ne soit pas la seule représentante d'une ancienne commune. L'opération est répétée jusqu'à attribution du siège garanti.

Vacance dans les deux systèmes **Art. 95j**<sup>109)</sup> <sup>1</sup>Dans le système de la représentation proportionnelle, si une vacance entraîne la perte du siège garanti à une ancienne commune, est proclamé élu le premier des suppléants de la même liste qui réside sur le territoire de cette commune. A défaut, ou si ce dernier refuse le siège, le premier des suppléants de la même liste prend sa place.

<sup>2</sup>Dans le système majoritaire à un tour, si une vacance entraîne la perte du siège garanti à une ancienne commune, est proclamé élu le premier des suppléants qui réside sur le territoire de cette commune. A défaut, ou si ce dernier refuse le siège, le premier des suppléants prend sa place.

<sup>3</sup>Dans les deux systèmes, s'il n'y a plus de suppléant pouvant prétendre au siège garanti, il est procédé à une élection complémentaire, conformément aux règles générales de l'article 95 mais également aux règles particulières des articles 95g à 95i.

### TITRE III

## Initiative

### CHAPITRE PREMIER

## Initiative populaire en matière cantonale

### *Section 1: Initiative constitutionnelle*

Révision totale **Art. 96** La révision totale de la Constitution peut être demandée par dix mille électeurs au moins.

Révision partielle **Art. 97**<sup>110)</sup> <sup>1</sup>La révision partielle de la Constitution peut être demandée par six mille électeurs au moins.

<sup>2</sup>L'initiative tend à l'adoption, l'abrogation ou la modification par le Grand Conseil d'articles constitutionnels.

<sup>3</sup>La demande d'initiative revêt la forme d'un projet rédigé ou celle d'une proposition générale. Elle doit respecter le principe de l'unité de la matière.

### *Section 2: Initiative législative*

Principe

<sup>108)</sup> Introduit par L du 30 août 2005 (FO 2005 N° 70)

<sup>109)</sup> Introduit par L du 30 août 2005 (FO 2005 N° 70)

<sup>110)</sup> Teneur selon L du 19 juin 2001 (FO 2001 N° 47) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2002

**Art. 98**<sup>111)</sup> 1Quatre mille cinq cents électrices ou électeurs peuvent demander au Grand Conseil l'adoption, la modification ou l'abrogation:

- a) d'une loi;
- b) d'un décret qui entraîne une dépense;
- c) d'un décret par lequel le Grand Conseil adresse une initiative à l'Assemblée fédérale.

<sup>2</sup>La demande d'initiative revêt la forme d'un projet rédigé ou celle d'une proposition générale. Elle doit respecter le principe de l'unité de la matière.

### Section 3: Procédure

- Annonce de l'initiative de **Art. 99** 1Toute initiative doit être annoncée par écrit à la chancellerie d'Etat, avec un projet de liste de signatures, par cinq électeurs au moins; ceux-ci sont considérés comme les auteurs de l'initiative (comité d'initiative).
- <sup>2</sup>Lorsque le titre de l'initiative induit en erreur ou prête à confusion, il est refusé par la chancellerie d'Etat. Le comité d'initiative est préalablement entendu.
- <sup>3</sup>Si la liste satisfait aux conditions légales et réglementaires, la chancellerie d'Etat publie sans retard dans la Feuille officielle le titre et le texte de l'initiative, ainsi que la liste des membres du comité d'initiative.
- Listes de signatures de **Art. 100** Les listes de signatures de l'initiative doivent être établies par commune et contenir les indications suivantes:
- a) la commune politique où les signataires sont inscrits au registre des électeurs;
  - b) le texte de l'initiative et l'échéance du délai pour son dépôt;
  - c) les nom, prénoms et adresse d'au moins cinq membres du comité d'initiative;
  - d) le texte de l'article 101 de la loi.
- Manière de signer de **Art. 101**<sup>112)</sup> 1L'électeur doit apposer de sa main lisiblement sur la liste ses nom, prénoms, date de naissance et adresse, et signer.
- <sup>2</sup>Il ne peut signer qu'une fois la même initiative.
- <sup>3</sup>Celui qui appose une signature autre que la sienne, qui signe pour un tiers ou qui, intentionnellement, signe plus d'une fois est punissable (art. 282 du code pénal suisse).
- Attestation de **Art. 102** 1Le Conseil communal atteste gratuitement que les signataires sont électeurs en matière cantonale, si leurs noms figurent sur le registre des électeurs le jour où la liste a été présentée pour attestation.
- <sup>2</sup>Lorsque l'électeur a signé plusieurs fois l'initiative, une seule signature est attestée.
- <sup>3</sup>La demande d'attestation a lieu avant le dépôt de l'initiative. Le Conseil communal doit faire preuve de diligence.
- <sup>4</sup>Lorsque l'attestation des signatures ne peut intervenir avant la date du dépôt de l'initiative, le Conseil communal certifie le dépôt des listes et le nombre provisoire des signatures.
- Refus de l'attestation de **Art. 103** 1L'attestation est refusée lorsque le signataire ne peut pas être identifié ou lorsqu'il n'est pas électeur de la commune qui est indiqué sur la liste des signatures.
- <sup>2</sup>Le motif du refus doit être indiqué sur la liste de signatures.

<sup>111)</sup> Teneur selon L du 19 juin 2001 (FO 2001 N° 47) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2002 et L du 20 février 2007 (FO 2007 N° 18) avec effet au 15 août 2007

<sup>112)</sup> Teneur selon L du 4 septembre 2007 (FO 2007 N° 68)

- Défauts de l'attestation de **Art. 104** <sup>1</sup>La chancellerie d'Etat charge le Conseil communal de remédier aux défauts affectant l'attestation, si l'aboutissement de l'initiative en dépend. Elle peut le faire elle-même s'il s'y refuse.
- <sup>2</sup>Ces défauts peuvent être éliminés même après l'échéance du délai fixé pour le dépôt de l'initiative.
- Délai pour le dépôt de l'initiative **Art. 105** <sup>1</sup>Les listes de signatures attestées ou les certificats de leur dépôt auprès des Conseils communaux doivent être déposés à la chancellerie d'Etat au plus tard six mois après la publication de l'annonce de l'initiative dans la Feuille officielle.
- <sup>2</sup>Ce délai est respecté s'ils sont déposés le dernier jour avant 17 heures. Si le dernier jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, les listes peuvent être encore déposées le premier jour ouvrable qui suit, avant 17 heures.
- Signatures nulles **Art. 106** Sont nulles:
- a) les signatures qui figurent sur des listes qui ne contiennent pas les indications légales;
  - b) les signatures qui n'ont pas été données à attester aux Conseils communaux dans le délai fixé pour le dépôt de l'initiative;
  - c) les signatures qui ont fait l'objet d'un refus d'attestation.
- Validation de l'initiative **Art. 107** <sup>1</sup>Dès qu'elle est en possession de toutes les listes de signatures attestées, la chancellerie d'Etat détermine si l'initiative a recueilli dans le délai le nombre prescrit de signatures valables et publie sa décision dans la Feuille officielle, en indiquant le nombre de signatures valables et celui des signatures nulles.
- <sup>2</sup>Elle communique aux communes la liste des signatures annulées qui est à la disposition des électeurs.
- <sup>3</sup>Si l'initiative a recueilli dans le délai le nombre prescrit de signatures valables, le Conseil d'Etat présente au Grand Conseil un rapport préliminaire l'invitant à se prononcer sur la recevabilité matérielle de l'initiative, dans les trois mois qui suivent la publication des résultats.
- <sup>4</sup>Si l'initiative est déclarée recevable par le Grand Conseil, le Conseil d'Etat la lui transmet accompagnée d'un rapport dans les deux ans qui suivent la publication des résultats.
- Traitement de l'initiative tendant à la révision totale de la Constitution **Art. 108**<sup>113)</sup> <sup>1</sup>Le principe de la révision totale de la Constitution fait l'objet d'une votation populaire au plus tard dix-huit mois après la transmission de l'initiative au Grand Conseil.
- <sup>2</sup>Le Grand Conseil peut en proposer le rejet ou l'acceptation.
- <sup>3</sup>La Constitution révisée est soumise à la sanction populaire dans un délai maximum de six mois à partir de la décision définitive du Grand Conseil ou de l'assemblée constituante et doit, pour être acceptée, réunir la majorité absolue des électeurs ayant valablement pris part à la votation.
- Traitement de l'initiative tendant à la révision partielle de la Constitution **Art. 109**<sup>114)</sup> <sup>1</sup>Le Grand Conseil doit se prononcer sur l'initiative tendant à la révision partielle de la Constitution au plus tard douze mois après qu'elle lui a été transmise.
- <sup>2</sup>Saisi d'une proposition générale, le Grand Conseil peut:

<sup>113)</sup> Teneur selon L du 19 juin 2001 (FO 2001 N° 47) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2002

<sup>114)</sup> Teneur selon L du 19 juin 2001 (FO 2001 N° 47) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2002 et L du 24 mai 2022 (FO 2022 N° 21) avec effet au 1<sup>er</sup> juillet 2022

- a) l'approuver et y donner suite. Il rédige alors un projet qui est soumis au vote du peuple;
- b) la soumettre directement au vote du peuple accompagnée ou non d'une proposition de rejet et, le cas échéant, d'un contre-projet au sens de l'article 111a. En cas d'acceptation par le peuple, il lui soumet un projet rédigé dans un délai de deux ans.
- <sup>3</sup>Saisi d'un projet rédigé, le Grand Conseil décide s'il l'approuve ou non. Le projet est alors soumis au vote du peuple accompagné ou non d'une proposition de rejet et, le cas échéant, d'un contre-projet au sens de l'article 111a.
- <sup>4</sup>La partie révisée de la Constitution est soumise à la sanction populaire dans un délai maximum de six mois à partir de la décision définitive du Grand Conseil et doit, pour être acceptée, réunir la majorité absolue des électeurs ayant valablement pris part à la votation.
- Traitement de l'initiative législative **Art. 110**<sup>115)</sup> <sup>1</sup>Le Grand Conseil doit se prononcer sur l'initiative législative au plus tard douze mois après qu'elle lui a été transmise.
- <sup>2</sup>Saisi d'une proposition générale, le Grand Conseil peut:
- a) l'approuver et y donner suite. Il rédige alors un texte qu'il adopte dans une loi ou un décret;
- b) la soumettre directement au vote du peuple accompagnée ou non d'une proposition de rejet et, le cas échéant, d'un contre-projet au sens de l'article 111a. En cas d'acceptation par le peuple, il rédige dans un délai de deux ans un texte qu'il adopte dans une loi ou un décret.
- <sup>3</sup>Saisi d'un projet rédigé, le Grand Conseil peut:
- a) l'approuver par une loi ou un décret;
- b) ne pas l'approuver. Le projet est alors soumis au vote du peuple accompagné ou non d'une proposition de rejet et, le cas échéant, d'un contre-projet au sens de l'article 111a.
- <sup>4</sup>Abrogé.
- <sup>5</sup>Les projets et contre-projets au sens de l'article 111a soumis au vote populaire le sont au plus tard six mois après la décision du Grand Conseil.
- Retrait d'une initiative **Art. 111** <sup>1</sup>L'initiative peut être retirée jusqu'au jour où elle est adoptée par le Grand Conseil, ou à défaut, jusqu'au jour où le Conseil d'Etat fixe la date de la votation populaire.
- <sup>2</sup>Le retrait est décidé par le comité d'initiative.
- <sup>3</sup>La déclaration de retrait doit être signée par la majorité des membres du comité.
- <sup>4</sup>Elle est communiquée à la chancellerie d'Etat et fait l'objet d'une publication dans la Feuille officielle.
- Contre-projet **Art. 111a**<sup>116)</sup> <sup>1</sup>Dans la présente loi, on entend par contre-projet un contre-projet direct, à savoir celui soumis au vote du peuple en même temps que l'initiative.
- <sup>2</sup>Le contre-projet sous forme de proposition générale ou de projet rédigé peut-être de rang législatif, constitutionnel ou sous forme de décret.
- <sup>3</sup>En cas de retrait d'une initiative accompagnée:
- a) d'un contre-projet sous forme de proposition générale, le Grand Conseil rédige, dans un délai de deux ans, un texte qu'il adopte dans une loi ou un décret;

<sup>115)</sup> Teneur selon L du 19 juin 2001 (FO 2001 N° 47) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2002 et L du 24 mai 2022 (FO 2022 N° 21) avec effet au 1<sup>er</sup> juillet 2022

<sup>116)</sup> Introduit par L du 24 mai 2022 (FO 2022 N° 21) avec effet au 1<sup>er</sup> juillet 2022

b) d'un contre-projet sous forme de projet rédigé, le contre-projet est, cas échéant publié dans la feuille officielle et soumis aux règles habituelles concernant le référendum (art. 42 et 44 Cst.NE<sup>117</sup>), mais au minimum au référendum facultatif.

Mesures de publicité **Art. 112**<sup>118</sup> 1Le Conseil d'Etat assure à l'initiative et, le cas échéant, au contre-projet une publicité objective suffisante. L'avis du comité d'initiative doit être exposé.

<sup>2</sup>Le texte de l'initiative et, le cas échéant, du contre-projet sont envoyés aux électrices et électeurs avec le matériel de vote.

Votation sur une initiative et un contre-projet **Art. 113** 1Lorsqu'une initiative et un contre-projet sont présentés ensemble au vote populaire, les questions suivantes sont soumises aux électeurs sur le même bulletin de vote:

1. Acceptez-vous l'initiative populaire?
2. Acceptez-vous le contre-projet du Grand Conseil?

Question subsidiaire:

Si le peuple accepte à la fois l'initiative et le contre-projet, est-ce l'initiative ou le contre-projet qui doit entrer en vigueur?

<sup>2</sup>La majorité absolue est déterminée séparément pour chacune des questions.

<sup>3</sup>Lorsque tant l'initiative que le contre-projet sont acceptés, c'est le résultat donné par la réponse à la troisième question qui emporte la décision.

Rapport au Grand Conseil **Art. 114** Le Conseil d'Etat présente à la prochaine session du Grand Conseil un rapport sur le résultat du vote.

## CHAPITRE 2

### Initiative populaire en matière communale

Principe et objet **Art. 115**<sup>119</sup> 1Dix pour-cent des électeurs ou des électrices de la commune peuvent demander l'adoption, la modification ou l'abrogation d'un règlement communal, d'une décision du Conseil général (à l'exclusion des nominations) ou d'un projet quelconque intéressant la commune.

<sup>2</sup>La demande d'initiative revêt la forme d'un projet rédigé ou celle d'une proposition générale. Elle doit respecter le principe de l'unité de la matière.

<sup>3</sup>Abrogé.

Exercice du droit **Art. 116**<sup>120</sup> 1Toute initiative doit être annoncée par écrit au Conseil communal, accompagnée d'un exemplaire des listes de signatures.

<sup>2</sup>Si la liste satisfait aux conditions légales, le Conseil communal publie sans retard dans la Feuille officielle le titre et le texte de l'initiative, ainsi que la liste des membres du comité d'initiative.

<sup>3</sup>Les listes de signatures doivent être déposées en une seule fois au Conseil communal au plus tard six mois après la publication du texte de l'initiative dans la Feuille officielle.

<sup>4</sup>Le comité d'initiative se compose de trois électeurs au moins.

<sup>117</sup> RSN 101

<sup>118</sup> Teneur selon L du 25 juin 1990 (RLN XV 145) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 1991, L du 4 novembre 2003 (FO 2003 N° 87) et L du 4 septembre 2007 (FO 2007 N° 68)

<sup>119</sup> Teneur selon L du 19 juin 2001 (FO 2001 N° 47) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2002 et L du 28 mars 2006 (FO 2006 N° 26)

<sup>120</sup> Teneur selon L du 28 mars 2006 (FO 2006 N° 26) et L du 30 mai 2006 (FO 2006 N° 42)

<sup>5</sup>Le Conseil communal contrôle si l'initiative a recueilli dans le délai le nombre de signatures valables; le Conseil général décide de sa recevabilité matérielle.

Renvoi **Art. 117<sup>121)</sup>** <sup>1</sup>Les dispositions sur l'initiative législative en matière cantonale sont applicables par analogie.

<sup>2</sup>Toutefois, si l'initiative a recueilli dans les délais le nombre prescrit de signatures valables, le Conseil communal la transmet au Conseil général, accompagnée d'un rapport, dans les six mois qui suivent la publication des résultats et lorsque l'initiative revêt la forme d'une proposition générale et qu'elle est soumise au vote du peuple, le Conseil général a un an pour y satisfaire si elle est acceptée.

## CHAPITRE 3<sup>122)</sup>

### Motion populaire cantonale

Principe et objet **Art. 117a<sup>123)</sup>** <sup>1</sup>Cent électrices ou électeurs peuvent adresser une motion populaire au Grand Conseil.

<sup>2</sup>La motion populaire est la demande faite au Grand Conseil d'enjoindre le Conseil d'Etat de lui adresser un rapport d'information ou un rapport accompagné d'un projet de loi ou de décret.

<sup>3</sup>Elle peut demander l'urgence.

Listes de signatures **Art. 117b<sup>124)</sup>** Les listes de signatures de la motion populaire doivent indiquer:

- a) la commune politique où les signataires sont inscrits au registre des électeurs;
- b) le texte de la motion avec une brève motivation;
- c) les nom, prénom et adresse du premier signataire;
- d) le texte de l'article 101 de la présente loi adapté à la motion populaire.

Renvoi **Art. 117c<sup>125)</sup>** Les dispositions relatives à l'initiative populaire et concernant la manière de signer, l'attestation officielle et les causes de nullité, prévues aux articles 101 à 104 et 106 de la présente loi, sont applicables par analogie à la motion populaire.

Dépôt et validation **Art. 117d<sup>126)</sup>** <sup>1</sup>Les listes de signatures attestées par le Conseil communal sont déposées au secrétariat général du Grand Conseil.

<sup>2</sup>Le secrétariat général du Grand Conseil transmet ces listes à la chancellerie d'Etat, laquelle détermine si la motion a recueilli le nombre prescrit de signatures valables.

<sup>3</sup>La chancellerie d'Etat communique sa décision au premier signataire de la motion en indiquant le nombre de signatures valables et celui des signatures nulles.

<sup>4</sup>Si la motion a recueilli le nombre prescrit de signatures valables, la chancellerie d'Etat la transmet au secrétariat général du Grand Conseil.

Traitement

<sup>121)</sup> Teneur selon L du 4 septembre 2002 (FO 2002 N° 68) avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2003

<sup>122)</sup> Teneur selon L du 18 février 2014 (FO 2014 N° 11) avec effet au 1<sup>er</sup> avril 2015

<sup>123)</sup> Introduit par L du 19 juin 2001 (FO 2001 N° 47) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2002; modifié par L du 28 mars 2006 (FO 2006 N° 26) et L du 30 octobre 2012 (RSN 151.10; FO 2012 N° 45) avec effet au 28 mai 2013

<sup>124)</sup> Introduit par L du 19 juin 2001 (FO 2001 N° 47) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2002

<sup>125)</sup> Introduit par L du 19 juin 2001 (FO 2001 N° 47) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2002

<sup>126)</sup> Introduit par L du 19 juin 2001 (FO 2001 N° 47) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2002 et modifié par L du 30 octobre 2012 (RSN 151.10; FO 2012 N° 45) avec effet au 28 mai 2013

**Art. 117e**<sup>127)</sup> Le Grand Conseil traite la motion populaire conformément aux articles 248 à 253 OGC.

Retrait **Art. 117f**<sup>128)</sup> La motion populaire peut être retirée par sa première ou son premier signataire jusqu'à l'ouverture des débats au Grand Conseil par une déclaration écrite remise au secrétariat général du Grand Conseil.

## CHAPITRE 4<sup>129)</sup>

### Motion populaire communale

Principe et objet **Art. 117g**<sup>130)</sup> <sup>1</sup>Un nombre d'électrices ou d'électeurs de la commune au moins égal au nombre de sièges au Conseil général peut adresser une motion populaire au Conseil général.

<sup>2</sup>La motion populaire est la demande faite au Conseil général d'enjoindre le Conseil communal de lui adresser un rapport d'information ou un rapport accompagné d'un projet de règlement ou d'arrêté.

Listes de signatures **Art. 117h**<sup>131)</sup> Les listes de signatures de la motion populaire doivent indiquer:

- a) le texte de la motion avec une brève motivation;
- b) les nom, prénom et adresse de la première personne signataire;
- c) le texte de l'article 101 de la présente loi adapté à la motion populaire.

Manière de signer **Art. 117i**<sup>132)</sup> Les dispositions relatives à l'initiative populaire en matière cantonale concernant la manière de signer, prévues à l'article 101 de la présente loi, sont applicables par analogie à la motion populaire.

Dépôt et validation **Art. 117j**<sup>133)</sup> <sup>1</sup>Les listes de signatures sont adressées au Conseil communal.

<sup>2</sup>Le Conseil communal détermine si la motion populaire a recueilli le nombre prescrit de signatures valables, les dispositions relatives à l'initiative populaire en matière cantonale concernant l'attestation, prévues aux articles 102 et 103 de la présente loi, étant applicables par analogie.

<sup>3</sup>Le Conseil communal communique sa décision à la première personne signataire de la motion en indiquant le nombre de signatures valables et celui des signatures nulles.

<sup>4</sup>Si la motion a recueilli le nombre prescrit de signatures valables, le Conseil communal la transmet au Conseil général pour inscription à l'ordre du jour de sa prochaine séance.

Traitement **Art. 117k**<sup>134)</sup> <sup>1</sup>La motion populaire ne peut faire l'objet d'amendement.

<sup>2</sup>La motion populaire ne fait l'objet d'aucun développement en cours de séance.

<sup>3</sup>Si aucun membre du Conseil général ni le Conseil communal ne combat la motion populaire, celle-ci est acceptée.

<sup>127)</sup> Introduit par L du 19 juin 2001 (FO 2001 N° 47) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2002 et modifié par L du 30 octobre 2012 (RSN 151.10; FO 2012 N° 45) avec effet au 28 mai 2013

<sup>128)</sup> Introduit par L du 19 juin 2001 (FO 2001 N° 47) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2002 et modifié par L du 30 octobre 2012 (RSN 151.10; FO 2012 N° 45) avec effet au 28 mai 2013

<sup>129)</sup> Introduit par L du 18 février 2014 (FO 2014 N° 11) avec effet au 1<sup>er</sup> avril 2015

<sup>130)</sup> Introduit par L du 18 février 2014 (FO 2014 N° 11) avec effet au 1<sup>er</sup> avril 2015

<sup>131)</sup> Introduit par L du 18 février 2014 (FO 2014 N° 11) avec effet au 1<sup>er</sup> avril 2015

<sup>132)</sup> Introduit par L du 18 février 2014 (FO 2014 N° 11) avec effet au 1<sup>er</sup> avril 2015

<sup>133)</sup> Introduit par L du 18 février 2014 (FO 2014 N° 11) avec effet au 1<sup>er</sup> avril 2015

<sup>134)</sup> Introduit par L du 18 février 2014 (FO 2014 N° 11) avec effet au 1<sup>er</sup> avril 2015

<sup>4</sup>Si un membre du Conseil général ou le Conseil communal combat la motion populaire, les débats sont ouverts et le Conseil général se prononce par un vote.

<sup>5</sup>En cas d'acceptation de la motion populaire, le Conseil communal y donne suite dans un délai d'une année.

Retrait **Art. 117<sup>135)</sup>** La motion populaire peut être retirée par la première personne signataire jusqu'à l'ouverture des débats au Conseil général par une déclaration écrite adressée à la présidente ou au président.

## TITRE IV

### Référendum

#### CHAPITRE PREMIER

#### Référendum en matière cantonale

##### *Section 1: Référendum obligatoire*

Délai **Art. 118<sup>136)</sup>** Le Conseil d'Etat ordonne dans les six mois dès leur adoption par le Grand Conseil la votation sur les actes soumis au référendum populaire obligatoire (art. 44, al. 1, lettres a, b et c, et 104 de la Constitution).

##### *Section 2: Référendum facultatif*

Principe et objet **Art. 119<sup>137)</sup>** Quatre mille cinq cents électrices ou électeurs peuvent demander que soient soumis au vote du peuple:

- a) une loi;
- b) un décret qui entraîne une dépense;
- c) un décret par lequel le Grand Conseil adresse une initiative à l'Assemblée fédérale;
- d) un avis que le Grand Conseil donne à l'autorité fédérale au sujet de l'implantation d'une installation atomique;
- e) un décret d'approbation d'un traité international ou intercantonal dont le contenu équivaut à l'un des actes mentionnés aux lettres a et b du présent article;
- f) un décret d'approbation d'un concordat conclu avec une Eglise ou une autre communauté religieuse reconnue;
- g) d'autres actes du Grand Conseil si trente de ses membres en ont décidé ainsi.

Annonce préalable **Art. 119a<sup>138)</sup>** <sup>1</sup>L'annonce préalable du référendum, signée par cinq électrices ou électeurs, doit être déposée à la chancellerie d'Etat dans les vingt jours à compter de la publication de l'acte attaqué.

<sup>2</sup>La chancellerie d'Etat contrôle sans délai que les noms des signataires figurent sur le registre des électrices et électeurs au niveau cantonal le jour où l'annonce a été déposée.

<sup>3</sup>L'article 120, alinéa 3, est applicable par analogie au dépôt de l'annonce à la chancellerie d'Etat.

<sup>135)</sup> Introduit par L du 18 février 2014 (FO 2014 N° 11) avec effet au 1<sup>er</sup> avril 2015

<sup>136)</sup> Teneur selon L du 19 juin 2001 (FO 2001 N° 47) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2002

<sup>137)</sup> Teneur selon L du 19 juin 2001 (FO 2001 N° 47) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2002 et L du 21 février 2017 (FO 2017 N° 14); s'applique pour la première fois dès l'ouverture de la législature 2021-2025

<sup>138)</sup> Introduit par L du 20 février 2007 (FO 2007 N° 18) avec effet au 15 août 2007

- Promulgation de la loi ou du décret **Art. 119b**<sup>139)</sup> Si aucune demande de référendum n'a été annoncée dans le délai imparti ou si l'annonce préalable de référendum ne comporte pas cinq signatures valables d'électrices ou d'électeurs, le Conseil d'Etat pourvoit à la promulgation de la loi ou du décret.
- Délai pour la demande de référendum **Art. 120**<sup>140)</sup> <sup>1</sup>La demande doit être déposée dans les nonante jours qui suivent la publication de l'acte dans la Feuille officielle.  
<sup>2</sup>La demande doit être déposée dans le même délai lorsque le texte de l'acte n'est pas susceptible d'une publication intégrale. Dans cette éventualité, seul l'intitulé est publié dans la Feuille officielle, accompagné de la mention indiquant que des exemplaires déposés à la chancellerie d'Etat sont gratuitement à la disposition des électeurs.  
<sup>3</sup>Les listes de signatures doivent être déposées à la chancellerie d'Etat au plus tard le dernier jour du délai avant 17 heures. Si le dernier jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, les listes peuvent encore être déposées le premier jour ouvrable qui suit avant 17 heures.
- Listes de signatures **Art. 121** Les listes de signatures demandant le référendum doivent être établies par commune et contenir les indications suivantes:  
a) la commune politique où les signataires sont inscrits au registre des électeurs;  
b) la désignation de l'acte contesté avec le titre et la date à laquelle il a été adopté par le Grand Conseil;  
c) l'échéance du délai pour le dépôt des listes;  
d) le texte de l'article 101 de la loi.
- Renvoi **Art. 122** Les dispositions relatives à l'initiative populaire et concernant la signature, l'attestation officielle et les causes de nullité, prévues aux articles 101 à 104 et 106 de la présente loi, sont applicables à la demande de référendum.
- Exclusion du retrait **Art. 123** La demande de référendum ne peut être retirée.
- Aboutissement **Art. 124** <sup>1</sup>La chancellerie d'Etat contrôle si la demande de référendum est faite en temps utile et si elle a recueilli le nombre prescrit de signatures valables.  
<sup>2</sup>Elle publie sa décision dans la Feuille officielle en indiquant le nombre de signatures valables et celui des signatures nulles.  
<sup>3</sup>Elle communique aux communes la liste des signatures annulées qui est à la disposition des électeurs.
- Organisation du vote populaire **Art. 125** Lorsque la demande de référendum a abouti, le Conseil d'Etat soumet l'acte contesté au vote populaire dans les six mois qui suivent l'expiration du délai référendaire.
- Mesures de publicité **Art. 126**<sup>141)</sup> <sup>1</sup>Le Conseil d'Etat assure à l'acte soumis au vote populaire une publicité objective suffisante. L'avis du comité référendaire doit être exposé.  
<sup>2</sup>Le texte de l'acte soumis au vote populaire est envoyé aux électrices et électeurs avec le matériel de vote.

<sup>139)</sup> Introduit par L du 20 février 2007 (FO 2007 N° 18) avec effet au 15 août 2007

<sup>140)</sup> Teneur selon L du 25 juin 1990 (RLN **XV** 145) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 1991 et L du 20 février 2007 (FO 2007 N° 18) avec effet au 15 août 2007

<sup>141)</sup> Teneur selon L du 25 juin 1990 (RLN **XV** 145) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 1991, L du 4 novembre 2003 (FO 2003 N° 87) et L du 4 septembre 2007 (FO 2007 N° 68)

## CHAPITRE 2

**Référendum en matière communale***Section 1: Référendum obligatoire*

Délai **Art. 127** Le Conseil communal soumet obligatoirement au vote du peuple toute contribution spéciale autorisée par le Conseil d'Etat en application de l'article 41 de la loi sur les communes, du 21 décembre 1964, dans les six mois dès l'adoption par le Conseil général.

*Section 2: Référendum facultatif*

Principe et objet **Art. 128**<sup>142)</sup> <sup>1</sup>Dix pour-cent des électeurs ou des électrices de la commune peuvent demander que soit soumis au vote populaire:

- a) tout arrêté ou règlement d'un Conseil général contenant des dispositions générales et intéressant la commune dans son ensemble;
- b) toute décision du Conseil général ayant pour effet de créer un nouvel engagement financier ou une nouvelle dépense à la charge du budget communal.

<sup>2</sup>Ne peuvent pas faire l'objet d'une demande de référendum:

- a) le budget et les comptes;
- b) les décisions et arrêtés ayant un caractère d'urgence; la clause décrétant l'urgence doit figurer dans l'acte lui-même et être prononcé à la majorité des deux tiers des membres du Conseil général qui prennent part à la votation.

Publication **Art. 129** <sup>1</sup>Tout arrêté ou décision d'un Conseil général susceptible d'une demande de référendum doit faire l'objet, dans les meilleurs délais, d'une publication officielle par le Conseil communal.

<sup>2</sup>Si le texte n'est pas susceptible d'une publication intégrale, il suffit d'en publier l'intitulé, accompagné de la mention que le texte intégral peut être consulté au bureau communal.

Annonce préalable **Art. 129a**<sup>143)</sup> <sup>1</sup>Pour les arrêtés et règlements du Conseil général relatifs à un plan d'affectation communal, l'annonce préalable du référendum, signée par cinq électrices ou électeurs, doit être déposée au Conseil communal dans les 10 jours à compter de la publication de l'acte attaqué.

<sup>2</sup>Le Conseil communal contrôle sans délai que les noms des signataires figurent sur le registre des électrices et électeurs au niveau communal le jour où l'annonce a été déposée.

<sup>3</sup>L'article 130, alinéa 2 est applicable par analogie au dépôt de l'annonce au Conseil communal.

Délai pour la demande de référendum **Art. 130**<sup>144)</sup> <sup>1</sup>La demande de référendum doit être déposée auprès du Conseil communal dans les quarante jours qui suivent la publication de l'acte contesté dans la Feuille officielle.

<sup>2</sup>Lorsque le délai référendaire expire entre le 15 juillet et le 15 août ou entre le 20 décembre et le 10 janvier, il est prolongé de dix jours.

Renvoi

<sup>142)</sup> Teneur selon L du 28 mars 2006 (FO 2006 N° 26)

<sup>143)</sup> Introduit par L du 6 novembre 2012 (FO 2012 N° 46) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2017

<sup>144)</sup> Teneur selon L du 28 mars 2006 (FO 2006 N° 26)

**Art. 131** Pour le surplus, les dispositions relatives au référendum facultatif cantonal sont applicables par analogie.

### CHAPITRE 3

#### Référendum en matière intercommunale

Principe et objet **Art. 132**<sup>145)</sup> <sup>1</sup>Dix pour-cent des électeurs communaux de l'ensemble des communes membres d'un syndicat intercommunal peuvent demander qu'une décision du Conseil intercommunal soit soumise au vote populaire. En aucun cas, le nombre d'électeurs requis ne peut dépasser celui de l'article 119.

<sup>2</sup>L'article 128 s'applique par analogie à l'objet du référendum.

<sup>3</sup>Dans les syndicats régionaux et pour une décision relative à une tâche secondaire, la demande de référendum doit être formulée par dix pour-cent des électeurs communaux de l'ensemble des communes membres participant à ladite tâche.

Renvoi **Art. 133**<sup>146)</sup> <sup>1</sup>Les dispositions relatives au référendum facultatif cantonal sont applicables par analogie sous réserve des dispositions suivantes:

- a) toute décision susceptible de référendum, au plus tard quatorze jours après son adoption, doit être publiée dans la Feuille officielle par le comité du syndicat intercommunal;
- b) le Conseil communal de chacune des communes membres du syndicat fait afficher simultanément au pilier public un avis se référant à la publication faite dans la Feuille officielle;
- c) les exemplaires de la décision soumise à la votation populaire doivent être mis à la disposition des électeurs dans les bureaux communaux des communes membres du syndicat huit jours au moins avant celui fixé pour la votation.

<sup>2</sup>Dans les syndicats régionaux et pour une décision relative à une tâche secondaire, les règles figurant sous lettres *b* et *c* ci-devant ne s'adressent qu'aux communes membres participant à ladite tâche.

#### TITRE IV A<sup>147)</sup>

#### Transparence du financement des partis politiques, des campagnes électorales et des votations

##### CHAPITRE PREMIER<sup>148)</sup>

#### Partis représentés au Grand Conseil – Publicité des comptes et soutien de l'Etat

Publicité des comptes des **Art. 133a**<sup>149)</sup> <sup>1</sup>Les partis représentés au Grand Conseil sont tenus de publier chaque année dans la Feuille officielle de la République et Canton de Neuchâtel (ci-après: la Feuille officielle) leurs comptes de bilan et de profits et pertes, ou de les déposer à la chancellerie d'Etat.

<sup>2</sup>La publication ou le dépôt des comptes intervient dans la forme où ils ont été approuvés par l'organe statutaire compétent.

<sup>3</sup>La chancellerie d'Etat détermine le plan comptable uniforme selon lequel doivent être dressés les comptes.

<sup>145)</sup> Teneur selon L du 24 juin 1996 (FO 1996 N° 49)

<sup>146)</sup> Teneur selon L du 24 juin 1996 (FO 1996 N° 49)

<sup>147)</sup> Introduit par L du 1<sup>er</sup> octobre 2013 (FO 2013 N° 42) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2015

<sup>148)</sup> Introduit par L du 1<sup>er</sup> octobre 2013 (FO 2013 N° 42) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2015

<sup>149)</sup> Introduit par L du 1<sup>er</sup> octobre 2013 (FO 2013 N° 42) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2015

- Financement partis: des **Art. 133b**<sup>150)</sup> Chaque parti représenté au Grand Conseil reçoit une indemnité de 3.000 francs par siège au Grand Conseil.
1. Indemnité annuelle et **Art. 133c**<sup>151)</sup> <sup>1</sup>L'indemnité est due pour chaque année de législature.
2. Versement droit à l'indemnité <sup>2</sup>Elle est versée d'avance chaque année après la session du Grand Conseil du mois de mai.
3. Conditions versement de l'indemnité de **Art. 133d**<sup>152)</sup> Le droit à l'indemnité est subordonné à la publication ou au dépôt préalable des comptes du parti pour l'année civile écoulée.
4. Nature de l'indemnité de **Art. 133e**<sup>153)</sup> L'indemnité annuelle entre dans la catégorie des indemnités, telles que définies à l'article 3, alinéa 1, lettre a, de la loi sur les subventions (LSub), du 1<sup>er</sup> février 1999<sup>154)</sup>.

## CHAPITRE 2<sup>155)</sup>

### Transparence du financement des partis politiques

- Principe définition et **Art. 133f**<sup>156)</sup> <sup>1</sup>Tout parti politique qui dépose des listes de candidats pour des élections cantonales ou communales peut recevoir des dons.
- <sup>2</sup>Il en est de même du parti politique qui prend position publiquement lors d'une votation cantonale ou communale.
- <sup>3</sup>Par don, il faut entendre tout acte volontaire d'une personne physique ou morale en vue d'accorder un avantage, de nature économique ou financière.
- Don anonyme ou sous pseudonyme **Art. 133g**<sup>157)</sup> <sup>1</sup>Un parti politique qui agit comme dit à l'article 133f, alinéas 1 et 2, ne peut accepter des dons anonymes ou sous pseudonymes.
- <sup>2</sup>Ces dons doivent être remis si possible à une association ou à une fondation d'utilité publique poursuivant un but caritatif.
- <sup>3</sup>Si tel n'est pas le cas, ils doivent être détruits.
- Dons à un parti politique: de **Art. 133h**<sup>158)</sup> <sup>1</sup>Un parti politique qui agit comme dit à l'article 133f, alinéas 1 et 2, doit annoncer à la chancellerie d'Etat les dons ou les promesses de dons de 5.000 francs et plus qu'il reçoit.
1. Principe de l'annonce <sup>2</sup>Cette annonce revêt la forme d'une liste qui indique les noms, prénoms et adresses des donateurs et donatrices ainsi que les montants donnés ou promis-donnés.
- <sup>3</sup>Le parti politique peut renoncer à indiquer nominativement sur cette liste la somme donnée ou promise-donnée par chaque donateur et donatrice.
- <sup>4</sup>Il doit alors indiquer la somme globale ainsi reçue et promise.

#### 2. Cumul des dons

<sup>150)</sup> Introduit par L du 1<sup>er</sup> octobre 2013 (FO 2013 N° 42) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2015

<sup>151)</sup> Introduit par L du 1<sup>er</sup> octobre 2013 (FO 2013 N° 42) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2015

<sup>152)</sup> Introduit par L du 1<sup>er</sup> octobre 2013 (FO 2013 N° 42) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2015

<sup>153)</sup> Introduit par L du 1<sup>er</sup> octobre 2013 (FO 2013 N° 42) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2015

<sup>154)</sup> RSN 601.8

<sup>155)</sup> Introduit par L du 1<sup>er</sup> octobre 2013 (FO 2013 N° 42) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2015

<sup>156)</sup> Introduit par L du 1<sup>er</sup> octobre 2013 (FO 2013 N° 42) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2015

<sup>157)</sup> Introduit par L du 1<sup>er</sup> octobre 2013 (FO 2013 N° 42) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2015

<sup>158)</sup> Introduit par L du 1<sup>er</sup> octobre 2013 (FO 2013 N° 42) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2015

**Art. 133i**<sup>159)</sup> <sup>1</sup>Les dons faits par un même donateur ou une même donatrice à un parti politique sont cumulés.

<sup>2</sup>Si les dons ainsi cumulés atteignent 5.000 francs et plus, cette personne doit figurer sur la liste des donateurs et donatrices.

3. Délai d'annonce et publication **Art. 133j**<sup>160)</sup> <sup>1</sup>L'annonce des dons doit intervenir pour chaque élection ou votation au plus tard trois semaines avant le jour de l'élection ou de la votation.

<sup>2</sup>La chancellerie d'Etat informe du dépôt des listes dans la Feuille officielle au moins 9 jours avant le jour de l'élection ou de la votation.

<sup>3</sup>Les frais de la publication sont à la charge de l'Etat.

<sup>4</sup>Les listes peuvent être consultées auprès de la chancellerie d'Etat.

## CHAPITRE 3<sup>161)</sup>

### Transparence du financement des autres structures agissantes en matière d'élection et de votation

Principe et définition **Art. 133k**<sup>162)</sup> <sup>1</sup>Tout groupement de personnes, quelle que soit sa structure juridique, qui dépose des listes de candidats pour des élections cantonales ou communales peut recevoir des dons.

<sup>2</sup>Il en est de même de tout groupement de personnes, quelle que soit sa structure juridique, qui prend position publiquement et régulièrement lors d'une votation cantonale ou communale.

Droit applicable à ces groupements de personnes **Art. 133l**<sup>163)</sup> Les articles 133f à 133j sont applicables à ces groupements de personnes.

## CHAPITRE 4<sup>164)</sup>

### Transparence du financement des candidates et des candidats à une élection, des comités d'initiative et des référendaires

Dons à un candidat ou à une candidate à une élection: **Art. 133m**<sup>165)</sup> <sup>1</sup>Chaque candidate ou candidat à une élection cantonale ou communale doit annoncer à la chancellerie d'Etat les dons ou les promesses de dons de 5000 francs et plus qu'il ou elle reçoit pour financer sa campagne électorale.

1. Principe de l'annonce <sup>2</sup>Cette annonce revêt la forme d'une liste qui indique les noms, prénoms et adresses des donateurs et des donatrices ainsi que les montants donnés ou promis-donnés.

<sup>3</sup>La candidate ou le candidat peut renoncer à indiquer nominativement sur cette liste la somme donnée ou promise-donnée par chaque donateur et donatrice.

<sup>4</sup>Il doit alors indiquer la somme globale ainsi reçue et promise.

<sup>5</sup>L'article 133i est au surplus applicable.

2. Délai d'annonce et publication **Art. 133n**<sup>166)</sup> <sup>1</sup>L'annonce des dons doit intervenir au plus tard trois semaines avant le jour de l'élection.

<sup>159)</sup> Introduit par L du 1<sup>er</sup> octobre 2013 (FO 2013 N° 42) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2015

<sup>160)</sup> Introduit par L du 1<sup>er</sup> octobre 2013 (FO 2013 N° 42) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2015

<sup>161)</sup> Introduit par L du 1<sup>er</sup> octobre 2013 (FO 2013 N° 42) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2015

<sup>162)</sup> Introduit par L du 1<sup>er</sup> octobre 2013 (FO 2013 N° 42) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2015

<sup>163)</sup> Introduit par L du 1<sup>er</sup> octobre 2013 (FO 2013 N° 42) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2015

<sup>164)</sup> Introduit par L du 1<sup>er</sup> octobre 2013 (FO 2013 N° 42) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2015

<sup>165)</sup> Introduit par L du 1<sup>er</sup> octobre 2013 (FO 2013 N° 42) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2015

<sup>166)</sup> Introduit par L du 1<sup>er</sup> octobre 2013 (FO 2013 N° 42) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2015

<sup>2</sup>La chancellerie d'Etat informe du dépôt des listes dans la Feuille officielle au moins 9 jours avant le jour de l'élection.

<sup>3</sup>Les frais de la publication sont à la charge de l'Etat.

<sup>4</sup>Les listes peuvent être consultées auprès de la chancellerie d'Etat.

Dons à des comités d'initiative et à des référendaires:  
1. Principe de l'annonce

**Art. 133o**<sup>167)</sup> <sup>1</sup>Les comités d'initiative et les référendaires doivent annoncer à la chancellerie d'Etat les dons ou les promesses de dons de 5.000 francs et plus qu'ils reçoivent pour financer les campagnes de récolte de signatures et les campagnes précédant les votations.

<sup>2</sup>Cette annonce revêt la forme d'une liste qui indique les noms, prénoms et adresses des donateurs et des donatrices ainsi que les montants donnés ou promis-donnés.

<sup>3</sup>Les comités d'initiative et les référendaires peuvent renoncer à indiquer nominativement sur cette liste la somme donnée ou promise-donnée par chaque donateur et donatrice.

<sup>4</sup>Ils doivent alors indiquer la somme globale ainsi reçue ou promise.

<sup>5</sup>L'article 133i est au surplus applicable.

2. Délai d'annonce et publication

**Art. 133p**<sup>168)</sup> <sup>1</sup>L'annonce des dons doit intervenir au plus tard trois semaines avant le jour de la votation.

<sup>2</sup>La chancellerie d'Etat informe du dépôt des listes dans la Feuille officielle au moins 9 jours avant le jour de la votation.

<sup>3</sup>Les frais de la publication sont à la charge de l'Etat.

<sup>4</sup>Les listes peuvent être consultées auprès de la chancellerie d'Etat.

## TITRE V

### Voies de droit

Objet et autorités

**Art. 134**<sup>169)</sup> <sup>1</sup>Toutes contestations relatives à l'organisation du scrutin, aux élections et votations populaires, ainsi qu'aux initiatives populaires et aux demandes de référendum dans le canton et les communes, peuvent être portées devant la chancellerie d'Etat:

– par la voie de la réclamation lorsque les griefs invoqués concernent la chancellerie d'Etat;

– par la voie du recours dans les autres cas.

<sup>2</sup>Les décisions sur recours ou réclamation de la chancellerie d'Etat sont sujettes à recours au Tribunal cantonal.

<sup>3</sup>Le recours au Tribunal cantonal contre les décisions du Grand Conseil ou du Conseil d'Etat n'est pas recevable.

Qualité pour ou déposer une réclamation

**Art. 135**<sup>170)</sup> <sup>1</sup>Le droit de recourir appartient à tout électeur de la circonscription électorale.

<sup>2</sup>Lorsqu'un Conseil communal refuse d'inscrire une personne dans le registre des électeurs, le droit de recourir est réservé à cette personne.

<sup>3</sup>Le droit de recourir au Tribunal cantonal est reconnu aux autorités qui ont participé à la procédure de première instance.

<sup>4</sup>Le droit de déposer une réclamation obéit à la règle de l'alinéa 1.

<sup>167)</sup> Introduit par L du 1<sup>er</sup> octobre 2013 (FO 2013 N° 42) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2015

<sup>168)</sup> Introduit par L du 1<sup>er</sup> octobre 2013 (FO 2013 N° 42) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2015

<sup>169)</sup> Teneur selon L du 27 janvier 2010 (FO 2010 N° 5) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2011

<sup>170)</sup> Teneur selon L du 27 janvier 2010 (FO 2010 N° 5) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2011

Délai de recours ou de réclamation **Art. 136**<sup>171)</sup> <sup>1</sup>Le recours ou la réclamation à la chancellerie d'Etat doivent être interjetés dans les six jours qui suivent la découverte des motifs du recours ou de la réclamation mais au plus tard six jours après la publication des résultats de la votation ou de l'élection.

<sup>2</sup>Devant le Tribunal cantonal, le délai de recours est de dix jours.

Décision sur recours ou réclamation **Art. 137** <sup>1</sup>Les décisions sont rendues sans retard.  
<sup>2</sup>Lorsque le recours ou la réclamation sont interjetés avant le jour du scrutin, la décision doit être rendue aussi vite que faire se peut afin de déployer ses effets lors du scrutin.  
<sup>3</sup>Les élections ou les votations ne peuvent être annulées que s'il est vraisemblable que les irrégularités alléguées ont influencé de manière déterminante le résultat du scrutin.

## TITRE VI

### Dispositions pénales

Renvoi **Art. 138**<sup>172)</sup> Sont applicables les articles 279 à 283 du code pénal suisse et 53 à 55 du code pénal neuchâtelois.

Contraventions **Art. 138a**<sup>173)</sup> <sup>1</sup>La personne qui, intentionnellement ou par négligence, notamment:  
 a) aura accepté des dons anonymes ou sous pseudonymes;  
 b) n'aura pas annoncé à la chancellerie d'Etat les dons ou les promesses de dons;  
 c) n'aura pas respecté le délai d'annonce des dons;  
 d) aura organisé ou fait organiser une récolte de signatures contre rémunération pour une initiative ou un référendum communal, cantonal ou fédéral;  
 e) ou aura, de n'importe quelle manière, contrevenu aux dispositions du Titre IV A de la présente loi ou à ses dispositions d'exécution;  
 sera passible de l'amende jusqu'à 40.000 francs.

<sup>2</sup>La tentative et la complicité sont punissables.

Confiscation **Art. 138b**<sup>174)</sup> La confiscation au profit de l'Etat des dons qui n'auront pas été annoncés à la chancellerie d'Etat et des gains provenant de contrats visés par l'article 138a, alinéa 1, lettre d, est régie par le code de procédure pénale suisse (CPP), du 5 octobre 2007<sup>175)</sup>.

## TITRE VII

### Dispositions finales

#### CHAPITRE PREMIER

#### Modification du droit antérieur

Code pénal  
neuchâtelois

<sup>171)</sup> Teneur selon L du 27 janvier 2010 (FO 2010 N° 5) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2011

<sup>172)</sup> Teneur selon L du 1<sup>er</sup> octobre 2013 (FO 2013 N° 42) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2015

<sup>173)</sup> Introduit par L du 1<sup>er</sup> octobre 2013 (FO 2013 N° 42) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2015 et modifié par L du 30 juin 2021 (FO 2021 N° 27) avec effet au 1<sup>er</sup> septembre 2021

<sup>174)</sup> Introduit par L du 1<sup>er</sup> octobre 2013 (FO 2013 N° 42) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2015 et modifié par L du 30 juin 2021 (FO 2021 N° 27) avec effet au 1<sup>er</sup> septembre 2021

<sup>175)</sup> RS 312.0

**Art. 139** Le code pénal neuchâtelois, du 20 novembre 1940<sup>176)</sup>, est modifié comme il suit:

*Art. 53<sup>177)</sup>*

**Art. 140<sup>178)</sup>**

**Art. 141<sup>179)</sup>**

Loi sur les communes les **Art. 142** La loi sur les communes, du 21 décembre 1964<sup>180)</sup>, est modifiée comme il suit:

*Art. 17, al. 2<sup>181)</sup>*

*Art. 20 – Abrogé.*

*Art. 21 – Abrogé.*

**Art. 143<sup>182)</sup>**

**Art. 144<sup>183)</sup>**

## CHAPITRE 2

### Abrogation du droit antérieur

**Art. 145** Sont abrogées toutes les dispositions contraires à la présente loi, notamment la loi sur l'exercice des droits politiques, du 21 novembre 1944<sup>184)</sup>, et la loi sur l'organisation du Conseil d'Etat, du 23 juin 1924<sup>185)</sup>.

## CHAPITRE 3

### Entrée en vigueur

**Art. 146** <sup>1</sup>La présente loi ne peut être publiée dans la Feuille officielle et entrer en vigueur qu'après l'adoption par le peuple des décrets du 19 décembre 1984<sup>186)</sup> portant révision des articles 30, 31 et 33 de la Constitution cantonale, du 21 novembre 1858<sup>187)</sup>.

<sup>2</sup>Le Conseil d'Etat fixe la date de son entrée en vigueur.

## CHAPITRE 4

### Référendum, promulgation et exécution

**Art. 147** <sup>1</sup>La présente loi est soumise au référendum facultatif.

<sup>2</sup>Le Conseil d'Etat pourvoit, s'il y a lieu, à sa promulgation et à son exécution.

---

<sup>176)</sup> RSN 312.0

<sup>177)</sup> Texte inséré dans ledit code

<sup>178)</sup> Abrogé par L du 27 janvier 2010 (FO 2010 N°5) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2011

<sup>179)</sup> Abrogé par L du 27 janvier 2010 (FO 2010 N°5) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2011

<sup>180)</sup> RSN 171.1

<sup>181)</sup> Texte inséré dans ladite loi

<sup>182)</sup> Abrogé par L du 27 janvier 2010 (FO 2010 N°5) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2011

<sup>183)</sup> Abrogé par L du 27 janvier 2010 (FO 2010 N°5) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2011

<sup>184)</sup> RLN I 862

<sup>185)</sup> RLN I 453

<sup>186)</sup> RLN XI 34, 35, 36

<sup>187)</sup> RLN I 6; actuellement Constitution du 24 septembre 2000 (RSN 101)

---

Loi promulguée par arrêté du 15 mai 1985.

L'entrée en vigueur est fixée avec effet au 1<sup>er</sup> octobre 1985.

Loi approuvée par le Conseil fédéral le 2 août 1985.

**Disposition transitoire à la modification du 1<sup>er</sup> octobre 2013<sup>188)</sup>**

Pour l'année de législature 2013-2014, l'indemnité annuelle prévue à l'article 133b est de 2.000 francs par siège au Grand Conseil.

**Disposition transitoire à la modification législative du 21 février 2017<sup>189)</sup>**

Les modifications du 21 février 2017 s'appliquent pour la première fois à l'élection générale du Grand Conseil de 2021, respectivement à l'élection générale des conseils généraux de 2020.

**Dispositions transitoires à la modification du 1er décembre 2020<sup>190)</sup>**

La modification de l'article 44a s'applique pour la première fois à l'élection générale du Grand Conseil de 2021.

Les causes pendantes devant le Tribunal régional des Montagnes et du Val-de-Ruz au 1<sup>er</sup> janvier 2021 restent de sa compétence à raison du lieu, et ce jusqu'à la clôture de l'instance.

---

<sup>188)</sup> FO 2013 N° 42

<sup>189)</sup> FO 2017 N° 14

<sup>190)</sup> FO 2020 N° 51

## Annexe

(art. 33, al. 3)

### **Liste des fonctions de l'administration cantonale incompatibles avec la qualité de député-e ou de député-e suppléant-e du Grand Conseil<sup>191)</sup>**

1. Les chef-fe-s de service, les chef-fe-s d'office, leurs adjoint-e-s, ainsi que les autres membres du personnel de l'administration cantonale ayant rang de chef-fe-s de service ou d'office.
2. Le personnel des secrétariats généraux des départements et de la chancellerie d'Etat.
3. Le personnel du contrôle cantonal des finances.
4. Le personnel du service du Grand Conseil.
5. Le personnel des autorités judiciaires.
6. Le personnel des offices de poursuite et de faillite, à l'exception des employé-e-s d'administration.
7. Les officiers de la police neuchâteloise et les membres de la police neuchâteloise auxquels la loi reconnaît la qualité d'agent-e-s de la police judiciaire.
8. Les autres membres du personnel de l'administration cantonale auxquels la loi reconnaît la qualité d'agent-e-s de la police judiciaire.
9. Le personnel de direction des établissements de détention.
10. Les juristes du service juridique.

---

<sup>191)</sup> Teneur selon L du 3 octobre 2006 (FO 2006 N° 79) et L du 20 février 2007 (RSN 561.1) avec effet au 1<sup>er</sup> septembre 2007

# LOI SUR LES DROITS POLITIQUES

## TABLE DES MATIERES

	<i>Article</i>
<b>TITRE I Dispositions générales</b>	
Champ d'application	1
<b>CHAPITRE 1 Qualité d'électeur</b>	
Électeurs en matière cantonale	2
Électeurs en matière communale	3
Perte de la qualité d'électeur	4
Domicile politique	5
Registre des électrices et des électeurs	6
Registre électoral communal	
1. Création	6a
2. Contenu	6b
3. Établissement	6c
Délai d'envoi	6d
Création du registre central des électrices et des électeurs	6e
Carte de vote	6f
Votation communale	6g
<b>CHAPITRE 2 Organisation des scrutins</b>	
Autorité compétente	7
Impression des bulletins	8
Matériel de vote	9
Envoi du matériel de vote	9a
Frais du scrutin	10
Convocation des électeurs	11
Bureaux électoral et de dépouillement	12
Vote par correspondance: travaux de dépouillement	12a
Désignation des bureaux	13
Convocation des bureaux	14
Indemnisation des membres des bureaux	15
Locaux de vote et de dépouillement	16
<b>CHAPITRE 3 Exercice du droit de vote</b>	
Lieu du scrutin	17
Jour du scrutin	18
Heures d'ouverture du scrutin	19
Formalités du vote	20
Vote au bureau de vote	21
Surveillance du vote	22
Vote par correspondance	23
Vote des électeurs âgés, malades ou handicapés	24
Secret du vote	25
<b>CHAPITRE 4 Résultats</b>	
Bulletins blancs et bulletins nuls	26
Non-prise en compte d'un vote	
1. En général	26a
2. Dans le vote par correspondance	26b
3. Dans le vote au bureau de vote	26c
Procès-verbal du scrutin	27
Publication du résultat des scrutins	28

Validation du résultat des scrutins	29
<b>TITRE II Élections</b>	
<b>CHAPITRE 1 Dispositions générales</b>	
Durée des mandats	30
Éligibilité	31
Domicile des élus	32
Incompatibilités de fonction	
a) généralités	33
b) propres au Grand Conseil	33a
Incompatibilités tenant à la parenté	34
Membre du Conseil d'Etat à l'Assemblée fédérale	35
Incompatibilités en matière communale	36
Calendrier des élections	37
Circonscription électorale	38
Dénomination des groupes politiques	39
Armoiries et couleurs des collectivités publiques	40
Tirage au sort	41
Affichage	42
<b>CHAPITRE 2 Élection du Grand Conseil</b>	
Système électoral	43
<i>Abrogé</i>	44
Régions électorales	44a
Calcul du nombre de sièges garantis	44b
Répartition des sièges	44c
Dépôt des listes des candidates et des candidats	45
Contenu de la liste	46
Signatures multiples	47
Retrait de signature	48
Consultation des listes	49
Apparementement	50
Candidatures multiples	51
Candidature déclinée	52
Mise au point des listes	53
Publication des listes définitives	54
Forme des bulletins électoraux	55
Manière de voter	56
Suffrages de liste	57
Suffrages multiples, suffrages en surnombre	58
<i>Abrogé</i>	58a
Procès-verbal du scrutin	59
Répartition des sièges entre les listes	60
Désignation des élu-e-s	61
Sièges en surnombre	62
Élection tacite	63
Élection des député-e-s suppléant-e-s	
1. Principe	63a
2. Désignation des député-e-s suppléant-e-s	63b
3. Renonciation	63c
4. Renvoi	63d
Vacance de siège pendant la législature	64
Election complémentaire	65
Publication	66
<b>CHAPITRE 3 Élection du Conseil d'Etat</b>	
Système majoritaire à deux tours	67

Dépôt des listes de candidats	68
Contenu de la liste	69
Signatures multiples	70
Retrait de signature	71
Consultation des listes	72
Candidature déclinée	73
Mise au point des listes	74
Report de l'élection	75
Publication des listes définitives	76
Bulletin	77
Forme des bulletins électoraux	77a
Manière de voter	78
Procès-verbal du scrutin	79
Désignation des élus	80
Ballottage	81
Candidature pour le second tour	82
Manière de voter	83
Désignation des élus au second tour	84
Election tacite	85
Vacance de siège pendant la période législative	86

#### CHAPITRE 4 **Élection des députés au Conseil des Etats**

Système électoral	87
Dépôt des listes des candidates et des candidats	88
Contenu de la liste	88a
Mise au point des listes	88b
Report de l'élection	88c
Manière de voter	88d
Vacance de siège pendant la législature	88e
Publication	88f
Renvoi	88g
<i>Abrogé</i>	89

#### CHAPITRE 5 **Élections communales**

Composition du Conseil général	90
Système électoral	91
Système de la représentation proportionnelle	92
Système majoritaire à un tour	93
Dispositions communes	94
Suppléants	95
Election du Conseil communal	95a
Système de la représentation proportionnelle	95b
Système majoritaire à deux tours	95c
Dispositions communes	95d

#### CHAPITRE 6 **Élections dans les communes issues d'une fusion**

Règles générales	95e
Garantie d'un siège aux anciennes communes	95f
Attribution des sièges garantis	
1. Système de la représentation proportionnelle	
a) en général	95g
b) cas particulier	95h
2. Système majoritaire à un tour	95i
Vacance dans les deux systèmes	95j

**TITRE III Initiative****CHAPITRE 1 Initiative populaire en matière cantonale***Section 1: Initiative constitutionnelle*

Révision totale	96
Révision partielle	97

*Section 2: Initiative législative*

Principe	98
----------	----

*Section 3: Procédure*

Annnonce de l'initiative	99
Listes de signatures	100
Manière de signer	101
Attestation	102
Refus de l'attestation	103
Défauts de l'attestation	104
Délai pour le dépôt de l'initiative	105
Signatures nulles	106
Validation de l'initiative	107
Traitement de l'initiative tendant à la révision totale de la Constitution	108
Traitement de l'initiative tendant à la révision partielle de la Constitution	109
Traitement de l'initiative législative	110
Retrait d'une initiative	111
Contre-projet	111a
Mesures de publicité	112
Votation sur une initiative et un contre-projet	113
Rapport au Grand Conseil	114

**CHAPITRE 2 Initiative populaire en matière communale**

Principe et objet	115
Exercice du droit	116
Renvoi	117

**CHAPITRE 3 Motion populaire cantonale**

Principe et objet	117a
Liste de signatures	117b
Renvoi	117c
Dépôt et validation	117d
Traitement	117e
Retrait	117f

**CHAPITRE 4 Motion populaire communale**

Principe et objet	117g
Listes de signatures	117h
Manière de signer	117i
Dépôt et validation	117j
Traitement	117k
Retrait	117l

**TITRE IV Référendum****CHAPITRE 1 Référendum en matière cantonale***Section 1: Référendum obligatoire*

Délai	118
-------	-----

*Section 2: Référendum facultatif*

Principe et objet	119
Annonce préalable	119a
Promulgation de la loi ou du décret	119b
Délai pour la demande de référendum	120
Listes de signatures	121
Renvoi	122
Exclusion du retrait	123
Aboutissement	124
Organisation du vote populaire	125
Mesures de publicité	126

**CHAPITRE 2 Référendum en matière communale***Section 1: Référendum obligatoire*

Délai	127
-------	-----

*Section 2: Référendum facultatif*

Principe et objet	128
Publication	129
Annonce préalable	129a
Délai pour la demande de référendum	130
Renvoi	131

**CHAPITRE 3 Référendum en matière intercommunale**

Principe et objet	132
Renvoi	133

**TITRE IV A** **Transparence du financement des partis politiques, des campagnes électorales et des votations****CHAPITRE 1** **Partis représentés au Grand Conseil – Publicité des comptes et soutien de l'Etat**

Publicité des comptes	133a
Financement des partis	
1. Indemnité annuelle	133b
2. Versement et droit à l'indemnité	133c
3. Conditions de versement de l'indemnité	133d
4. Nature de l'indemnité	133e

**CHAPITRE 2** **Transparence du financement des partis politiques**

Participe et définition	133f
Don anonyme ou sous pseudonyme	133g
Dons à un parti politique	
1. Principe de l'annonce	133h
2. Cumul des dons	133i
3. Délai d'annonce et publication	133j

**CHAPITRE 3** **Transparence du financement des autres structures agissantes en matière d'élection et de votation**

Principe et définition	133k
Droit applicable à ces groupements de personnes	133l

<b>CHAPITRE 4</b>		<b>Transparence du financement des candidates et des candidats à une élection, des comités d'initiative et des référendaires</b>	
Dons à un candidat ou à une candidate à une élection			
1.	Principe de l'annonce		133m
2.	Délai d'annonce et publication		133n
Dons à des comités d'initiative et à des référendaires			
1.	Principe de l'annonce		133o
2.	Délai d'annonce et publication		133p
<b>TITRE V</b>		<b>Voies de droit</b>	
Objet et autorités			134
Qualité pour recourir ou déposer une réclamation			135
Délai de recours ou de réclamation			136
Décision sur recours ou réclamation			137
<b>TITRE VI</b>		<b>Dispositions pénales</b>	
Renvoi			138
Contraventions			138a
Confiscation			138b
<b>TITRE VII</b>		<b>Dispositions finales</b>	
<b>CHAPITRE 1</b>		<b>Modification du droit antérieur</b>	
Code pénal neuchâtelois			139
Loi sur les communes			142
<b>CHAPITRE 2</b>		<b>Abrogation du droit antérieur</b>	145
<b>CHAPITRE 3</b>		<b>Entrée en vigueur</b>	146
<b>CHAPITRE 4</b>		<b>Référendum, promulgation et exécution</b>	147
<b>ANNEXE</b>	<b>Liste des fonctions de l'administration cantonale incompatibles avec la qualité de député-e ou de député-e suppléant-e du Grand Conseil (art. 33, al. 3)</b>		